

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2869 - MERCREDI 22 MARS 2017

ACCÈS À L'INTERNET

Brazzaville à l'ère du haut débit gratuit



A La Corniche de Brazzaville, des jeunes s'en donnent à coeur joie

Des points d'accès Internet sont désormais gracieusement installés à certains endroits de la capitale congolaise par l'opérateur public Congo Télécom. De nombreux internautes y accourent pour déguster les délices du haut débit sans dépenser le moindre sou.

La Corniche de Brazzaville (partant du viaduc jusqu'à l'ex restaurant Mami Wata), le square De Gaulle à Bacongo, tout l'esplanade du Centre national de Radio-télévision à Nkombo ont ainsi un nouvel argument pour attirer des touristes. Et Congo Télécom promet d'étendre l'expérience à d'autres sites.

Page 3

FORÊTS

Le déboisement autour des cités inquiète les autorités

La ministre de l'Economie forestière, du développement durable et de l'environnement, Rosalie Matondo a présenté, dans un message publié à l'occasion de la Journée mondiale des forêts, une situation alarmante des forêts congolaises. La déforestation, a-t-elle estimé, est devenue alarmante dans les galeries et les massifs forestiers péri-urbains et ruraux, du fait d'une pression anthropique grandissante. Aussi a-t-elle invité les Congolais à « s'engager à ralentir le déboisement, à conserver les forêts en bon état et à se donner ensemble les moyens de faire face au changement climatique ».

Page 2



AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La Banque mondiale sort les grands moyens pour l'Afrique

Après avoir rencontré les ministres des Finances du G20 et les gouverneurs des banques centrales, le président de la Banque mondiale a annoncé, le 19

mars, un soutien financier de 57 milliards de dollars (35 000 milliards de francs CFA) en faveur de l'Afrique, sur une durée de trois ans. « Cet engage-

ment servira à accroître considérablement nos programmes en faveur de l'éducation, des services de santé essentiels, d'assainissement et d'adduction d'eau potable. Nous allons également pouvoir aider davantage les pays à augmenter leur productivité agricole, à améliorer le climat des affaires et les infrastructures, ainsi qu'à lancer des réformes institutionnelles », a précisé Jim Yong Kim.

Page 7

CONGO-AFRIQUE DU SUD

Les experts étudient des axes de dynamisation de la coopération militaire

Des experts militaires congolais et sud-africains participent depuis hier à la réunion du Comité mixte de défense entre les deux pays, en vue de dégager de nouvelles orientations susceptibles de redynamiser les actions de coopération dans le domaine de la défense.

Ouvrant les travaux, le mi-

nistre congolais de la Défense, Charles Richard Mondjo a rappelé les axes clés de cette coopération sous-tendue par le contexte géostratégique, l'exigence d'efforts croisés face aux défis sécuritaire internationaux, ainsi que les impératifs de lutte contre le terrorisme.

Page 5

COUPE DE LA CAF

AC Leopards affronte Mbabane Swallows de Swaziland au tour de cadrage

Page 16



JUSTICE

La cour d'appel confirme la condamnation de Paulin Makaya

Page 5

ÉDITORIAL

Pavillon Afrique

Page 2

ÉDITORIAL

Pavillon Afrique

Ainsi donc débutera demain, à Paris, la 37^e édition du Salon International du Livre qui réunit chaque année des centaines d'écrivains, de poètes, d'essayistes, d'intellectuels, d'artistes venus des cinq continents pour la plus grande joie des dizaines, des centaines de milliers de visiteurs qui parcourent ses allées quatre longues journées durant.

Tout indique, à l'heure où nous écrivons ces lignes, que cette édition marquera un tournant dans la longue histoire de ce salon littéraire qui est l'un des plus courus de la planète. Ceci parce que, pour la première fois, douze pays du continent africain seront présents dans un même espace - le Pavillon des Lettres d'Afrique - afin de présenter au reste du monde l'incroyable diversité de leur littérature : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Gabon, Guinée, Congo, Côte d'Ivoire, Madagascar, Nigéria, Sénégal, Tchad, Togo.

Soutenu activement par les puissantes institutions internationales que sont l'Oif, l'Unesco, la Cémac, la CEDEAO, la CEEAC, le Cian, ce lieu de rencontre hors norme verra se multiplier des conférences, des débats, des prises de parole qui démontreront à quel point l'Afrique est désormais présente dans la sphère intellectuelle et artistique mondiale. Relayant, amplifiant le travail que nous avons nous-même accompli pendant cinq ans grâce au stand Livres et auteurs du Bassin du Congo il démontrera que notre continent n'est pas simplement un espace économique, un immense marché en devenir, mais qu'il occupe dès aujourd'hui une place de choix dans le débat d'idées qui agite la planète des hommes.

Il va de soi que nous serons nous-même présents, très présents même, dans ce Pavillon des Lettres d'Afrique puisque nous avons été priés d'en animer le Kiosque Presse sous nos propres couleurs. Et nous ne manquerons donc évidemment pas de vous informer en continu, sur le site web de notre maison mère l'Agence d'Information d'Afrique Centrale, de tout ce qui s'y passera.

Qu'il nous soit permis de vous conseiller, amis lecteurs, de regarder avec une attention particulière le numéro spécial que nous publions à cette occasion et qui sera disponible dans quelques heures à Brazzaville comme à Paris.

Les Dépêches de Brazzaville

FORÊT

Le gouvernement invite les Congolais à limiter le déboisement

La ministre de l'Economie forestière, du développement durable et de l'environnement, Rosalie Matondo, a lancé le 20 mars à Brazzaville, un appel aux Congolais de lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts. Elle s'est adressée dans le cadre de la journée mondiale des forêts, célébrée le 21 mars de chaque année.



Sauvons nos forêts (DR)

« J'invite solennellement tous les Congolais, en cette journée internationale des forêts, de s'engager à ralentir le déboisement, à conserver nos forêts en bon état et à se donner ensemble les moyens de faire face au changement climatique », a déclaré Rosalie Matondo.

Elle a en outre souligné la pression humaine sur la forêt nationale qui perd chaque année 17.000 hectares du fait des défrichements dus à l'agriculture sur brûlis, la récolte du bois de chauffe, la production du charbon de bois, l'ouverture des routes, l'exploitation minière et les incendies de forêts.

« La déforestation est devenue alarmante dans les galeries forestières et les massifs forestiers péri-urbains et ruraux du fait d'une pression anthropique grandissante », a soutenu la ministre de l'Economie forestière.

Selon elle, pour remédier à cette situation, le gouvernement a lancé en 2011 le Programme national d'afforestation et de reboisement (Pro-

nar). L'objectif de ce programme est de réaliser un million d'hectares de plantations forestières et agroforestières en dix ans.

Le Pronar vise également à alimenter le pays en bois et produits forestiers non ligneux, en vue de lutter contre la déforestation, la dégradation des forêts et le changement climatique.

Le gouvernement entend créer, à travers ce programme, des filières économiques et industrielles capables de valoriser les plantations forestières et promouvoir les plantations à haute capacité de séquestration de carbone forestier.

La journée internationale des forêts est célébrée cette année sous le thème : « Les forêts et l'énergie ». En République du Congo, plus de 80% des ménages utilisent le bois comme source d'énergie. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le bois apporte au monde environ 40% de l'approvisionnement global actuel en énergie renouvelable.

Au Congo, la forêt couvre une superficie de 22 millions d'hectares,

soit près de 70% du territoire national. Le secteur forestier contribue au Produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 5,6% et représente la deuxième ressource nationale après le pétrole. Il fournit quelque 7424 emplois directs et 14.848 emplois indirects.

Le potentiel ligneux commercial est estimé à 170 millions de m³, mais seulement 1,5 million de m³ sont produits, alors que l'on peut fournir 2 millions de m³ de bois chaque année sans compromettre la durabilité de la forêt congolaise.

Dans le cadre de la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale, le Congo vient d'initier un Fonds bleu pour le Bassin du Congo dont le mémorandum d'accord a été paraphé le 9 mars dernier par une douzaine de pays d'Afrique noire et le Maroc. Ce fonds prévoit de lever, pour sa première année, 65 milliards de francs CFA pour financer les projets concernant la faune, la flore, les cours et plans d'eau de la région.

Christian Brice Elion

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelbel Ngono

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhass

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

Le Conseil national sera mis en place en juin prochain

Les membres du comité national ad hoc ont adopté, le 21 mars à Brazzaville, la feuille de route qui détermine les activités préparatoires à la mise en place du Conseil national de lutte contre la malnutrition. C'était au cours de la première réunion dudit comité présidée par le secrétaire général de la présidence et point focal Sun pour le Congo, Jean Baptiste Ondaye.

Le Conseil national de lutte contre la malnutrition, a déclaré Jean Baptiste Ondaye, sera présidé par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Il aura pour mission de proposer la politique nationale en matière d'alimentation et de la nutrition ; d'assurer la coordination multisectorielle des actions liées à l'alimentation et à la nutrition ; de convoquer la revue temporelle des activités liées à l'alimentation et à la nutrition ; d'assurer le reporting des activités au président de la République et de proposer des lois liées à l'alimentation et à la nutrition. Par ailleurs, a-t-il souligné, la mise en œuvre des actions inscrites dans le cadre stratégique de lutte contre la malnutrition exige la mise en place dudit Conseil.

Il a relevé en outre que le Congo a réalisé des avancées

significatives dans le domaine de lutte contre la malnutrition dont les plus saillantes s'articulent autour de la mise en place des outils stratégiques et la nomination du point focal Scaling Up Nutrition (Sun), un mouvement qui vise le renforcement des interventions dans le domaine de la nutrition.

Parmi ces outils stratégiques, a-t-il renchéri, on peut citer le cadre stratégique ; le plan opérationnel du cadre stratégique ; le cadre de suivi et évaluation du cadre stratégique et le budget lié à la mise en œuvre du cadre stratégique.

Après l'adoption de la feuille de route, le secrétaire général de la présidence et point focal Sun pour le Congo a précisé que beaucoup reste encore à faire. Il a notamment insisté sur trois points essentiels, selon lui. Il s'agit de la relecture du projet de décret instituant le Conseil



Les participants (Adiac)

national de lutte contre la malnutrition ; la mise en œuvre de la feuille de route qui sert de boussole et l'implication des partenaires du gouvernement dans la lutte contre la malnutrition.

Jean Baptiste Ondaye a noté

que la malnutrition influe sur la productivité des travailleurs dans la mesure où elle réduit les capacités productives de l'homme en ne favorisant pas, non seulement, le développement des capacités physiques

mais également les capacités mentales telles que la fonction cognitive et les capacités de raisonnement qui deviennent moins élaborées. Cela, a-t-il conclu, a un impact néfaste sur la croissance économique.

Roger Ngombé

INTERNET

Du Wifi gratuit à Brazzaville

Des points d'accès Internet ont été gracieusement installés à Brazzaville par Congo Télécom, l'opérateur public des télécommunications. Disponible en Wifi, cet Internet haut débit attire chaque jour des Congolais dans des espaces publics désormais connectés.

La Corniche de Brazzaville a désormais un autre argument pour séduire les visiteurs de plus en plus nombreux. Elle est connectée à Internet tout le long, partant du viaduc jusqu'à l'ex-restaurant Mami Wata. Le Wifi y est disponible en accès libre. Congo Télécom a installé le même matériel à Bacongo, précisément au Square De Gaulle, dans les jardins en face du lycée Savorgnan De Brazza et à l'esplanade de la télévision congolaise, à Nkombo. Le point Wifi installé à Congo Pharmacie, juste à côté du siège de la société publique, a été récemment fermé pour incommodité. Ce qui est sûr, Congo Télécom a déployé un débit de connexion de 1 Méga par seconde, suffisant pour permettre aux Brazzavillois de surfer aisément.

Ordinateurs portables en main ou sur les genoux, smartphones ou tablettes, des internautes se

déplient à « naviguer », commentant sur la qualité de la connexion. Des étudiants privés d'Internet ont trouvé le moyen de télécharger des cours, révèle Géraud un étudiant en économie rencontré à la Corniche. « J'arrive à mettre à jour les applications de mon smartphone », se réjouit Tina, une adolescente en balade avec ses amies.

Informé d'un Internet gratuit, des Congolais en veulent plus et ailleurs. Congo Télécom annonce d'autres espaces publics à investir dans les prochains jours. Plusieurs nouveaux points actifs vont être inaugurés bientôt, confirme Ruben Kindou, chef de projet Wifi à Congo Télécom. Il s'agit entre autres de l'aéroport, la Préfecture, du Mémorial Pierre-Savorgnan De Brazza, du Mausolée Marien-Ngouabi, etc. Gratuit pour l'heure, le service pourrait être payant dans les prochains jours, apprend-on. « Pour une heure de connexion en



À la corniche de Brazzaville, des jeunes s'en donnent à coeur joie(Adiac)

illimité, il ne dépassera pas les 400 FCFA », explique brièvement Ruben Kindou. Les internautes pourraient ainsi s'acquitter d'un ticket chez Congo Télécom pour avoir accès à Internet. Pour l'heure, il est possible de goûter gratuitement ce haut débit, grâce notamment à l'implémentation de la fibre optique. Le projet vise à offrir un accès facile à Internet aux Congolais maintenant que les infrastructures à haut débit financées par l'Etat ont été implémentées dans presque toutes les grandes villes du pays.

Quentin Loubou

COOPÉRATION MILITAIRE CONGO-AFRIQUE DU SUD

Les experts des deux pays examinent leur coopération

Le ministre de la Défense nationale de la République du Congo, Charles Richard Mondjo, a ouvert le 21 mars à Brazzaville, cette 3e session qui souscrira aux participants de dégager des orientations très précises, afin de redynamiser, sous de belles perspectives, les actions de coopération entre les deux pays.

Cette session s'inscrit dans l'esprit des recommandations de la grande Commission mixte de coopération entre la République du Congo et la République d'Afrique du Sud, tenue à Brazzaville en 2014. Elle vise en tant qu'organe de concertation à raviver l'âme de cette coopération, tout en veillant à la nourrir de bonnes idées et propositions ; à l'adapter aux besoins relatifs à l'évolution du contexte national et international.

Dans son allocution, le ministre congolais de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a rappelé aux participants les points saillants qui devraient amplifier cette coopération. « La coopération en matière d'échange d'informations, en partant du fait que les défis liés à la sécurité au plan international exigent des efforts croisés pour les circonscrire ; la nécessité d'une interaction régulière entre les deux ministères de la Défense nationale est imposée par le contexte géostratégique international. Elle est confortée par l'engagement des deux pays au plus haut niveau des efforts de résolution de crises et de maintien de la paix sur le continent, notamment dans la sous-région Afrique centrale et dans les Grands Lacs ».

A noter que cette session se fixe également pour objectif global de préparer en amont et en aval la diversification de l'offre de formation, en partant du principe qu'en temps de paix, les armées ont pour mission principale de former et d'instruire. A cela s'ajoute, la santé militaire, avec la volonté conjuguée des parties de faire de ce secteur, un secteur à effet multiplicateur au profit de la communauté militaire mais aussi de la communauté nationale, afin de structurer davantage le lien armée-nation. « Le Congo et l'Afrique du Sud disposent d'énormes potentialités pour assurer la formation des cadres en fonction des besoins exprimés par nos armées », a-t-il renchéri. Signalons que cette session prend fin le 23 mars prochain.

Guillaume Ondzé

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SUIVI-EVALUATION

La Délégation Générale aux Grands Travaux procède, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP), au recrutement d'un spécialiste en suivi-évaluation pour le compte de la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral.

1. Mission

Sous la supervision du Coordonnateur de la cellule, le spécialiste en suivi-évaluation est chargé d'assumer les responsabilités principales de la réalisation du suivi-évaluation quotidien des activités du projet en organisant une gestion axée sur les résultats par la mise en œuvre de mécanismes de suivi et évaluation appropriés. Il devra assurer la conception des outils de suivi-évaluation, la mise en place du système de suivi-évaluation en temps réel des indicateurs du projet et coordonner la mise en œuvre du plan de suivi-évaluation.

Les termes de référence de la mission sont disponibles à la coordination du projet DURQuaP.

2. Profil requis du candidat:

Le candidat devra satisfaire aux critères suivants :

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (bac + 5 au moins) en sciences sociales, ingénierie, économie, finances, ou équivalent;
- Avoir une expérience avérée en matière de suivi-évaluation de projets.
- Avoir une excellente maîtrise de l'outil informatique et de l'internet;
- Posséder de bonnes capacités de communication;
- Avoir une parfaite maîtrise du français;
- Etre capable de travailler en équipe multidisciplinaire et sous pression.
- Une expérience dans un projet financé par les bailleurs multilatéraux serait un atout;

3. Composition du dossier de candidature.

Le dossier comprendra :

- Une lettre de motivation adressée au Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux;
- Un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les expériences professionnelles ou personnelles, notamment dans le domaine de l'environnement ;

- Une copie des certificats / attestations de travail, attestations de formation en suivi-évaluation et de tous autres documents justifiant des compétences pour la mission

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

4. Durée de la mission

La durée du contrat s'étend sur douze (12) mois renouvelables si les prestations du consultant sont jugées satisfaisantes par la Coordination du projet.

5. Lieu de la mission

Le(a) candidat(e) doit assurer sa prestation à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral (CEP) au Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux et sur le terrain de la zone éligible du projet.

6. Date limite de dépôt des candidatures

Le 05 avril 2017 à 12 heures, heure locale.

7. Lieu de dépôt des candidatures

A l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux (Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral) Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, immeuble TAMBADOU, à côté de l'hôtel King Maya, 5ème Etage.

BP 1127 Brazzaville - République du Congo

Tél : (+ 242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32

Fax : (+ 242) 22 81 65 78

Personne responsable : BATOUNGUIDIO

Email : ceprbaddggt@yahoo.com ; batoung123@gmail.com

N.B. l'enveloppe extérieure doit porter l'inscription suivante :

« Dossier de candidature au poste de Spécialiste de Suivi-Evaluation du projet DURQuaP à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral.

« A ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture »

Fait à Brazzaville, le
Le Coordonnateur Technique,
Oscar OTOKA.

IMPRIMERIE*DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO



+242 06 951 0773

+242 05 629 1317



imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



FOCUS

La France s'investit dans la refondation du système de sécurité sociale au Congo

Lors de son intervention aux Assises pour la refondation de la sécurité sociale au Congo, le 16 mars dernier à Brazzaville, l'Ambassadeur de France Bertrand Cochery a rappelé la vision du développement qui guide le soutien de la France à la République du Congo.

La sécurité sociale représente un investissement dans le capital humain aussi important que les investissements dans le capital physique d'un pays. En faisant le choix d'investir dans un socle de protection sociale, par la mise en place des régimes de Sécurité sociale, le Congo investit dans la justice sociale et le développement. Garantir un meilleur accès pour tous à la santé

grâce à l'Assurance maladie universelle, réduire les inégalités face à la maladie, contribuer à la lutte contre les médicaments falsifiés sont des enjeux essentiels à l'heure où le Congo s'engage dans la diversification de son économie. Forte de sa longue expérience dans ce domaine, la France accompagne le Congo pour la refondation de son système de protection sociale.

En 2015, le gouvernement de la République du Congo, par la voix du ministre du Travail et de la sécurité sociale, a sollicité l'AFD pour prendre en charge des études relatives aux travaux préparatoires à la mise en place de l'Assurance maladie universelle. L'expertise nécessaire est mobilisée par le canal de l'opérateur français Expertise France. En outre Stéphane Mantion, Consultant pour la société CPA, conduit une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès du ministre du Travail et de la sécurité sociale.

Afin de répondre à cette demande, l'AFD a alloué, sur Fonds d'Etudes et de Renforcement des Capacités (FERC), un financement de 400 000 euros soit 262 millions de FCFA, à ces travaux préparatoires. Deux études ont été réalisées : la première, sur la définition du panier de soins, la deuxième, sur la réglementation des actes de soins et des médicaments, y compris le conventionnement entre les prestataires d'offre de soins, privés ou public et la caisse payant ces prestations. L'AFD a annoncé qu'elle répon-

dra positivement à la demande formulée par le ministère du Travail et de la sécurité sociale afin de réaliser l'étude complémentaire relative à la définition du modèle économique du dispositif et des capacités contributives des populations. Rappelons également que l'AFD soutient depuis 2016 le projet Lisungi, conjointement avec la Banque mondiale, qui finance le système national de soutien aux plus démunis par des transferts monétaires non contributifs.

Les Dépêches de Brazzaville

CAISSE DE RETRAITES

La CRF en pleine mutation

La Caisse de retraites des fonctionnaires (CRF) entreprend des réformes pour rendre performants ses services. Le lancement de la restructuration et la mise en place des nouvelles procédures de cette structure a eu lieu le 17 mars à Brazzaville.

« La CRF est en pleine restructuration. Et la première composante que nous avons pensé restructurer est le volet informatique. Il va s'en suivre l'identification du personnel, l'évaluation du personnel dans son emploi. Bref, nous ferons un inventaire physique et documentaire de tout le personnel de la CRF. Et on verra les possibilités réelles pour assurer le transfert de ce personnel

vers l'entité en mutation », a déclaré le directeur de cabinet du ministre du Travail et de la sécurité sociale, Frédéric Manienze.

Cet organe de sécurité sociale gère le plus important régime de retraite au Congo. Ainsi, il entend disposer d'un système d'information performant au service de ses missions. Ce système devra lui permettre de mieux gérer le flux de retraités, tout en prenant en compte les évolutions législatives et réglementaires importantes en vue de son remplacement.

Les acteurs présents ont passé en revue l'audit stratégique lié au système d'information, dont la première composante

concerne le volet informatique. Soulé Bamba, un expert en informatique, a mentionné un système informatique « désuet », au nombre des problèmes constatés. Pour servir à l'interconnexion entre les services et en vue de l'optimisation de la ressource et du temps de travail, un serveur informatique plus performant a été installé. Celui-ci permettra également une meilleure gestion des archives.

En attendant le fonctionnement de la nouvelle caisse (la Caisse des pensions des agents de l'Etat), et la mise en œuvre des nouveaux régimes, la gestion des pensions des agents de l'Etat est confiée à la CRF.

Josiane Mambou Loukoula

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

La protection juridique de la vie privée au cœur des débats au CNF Brazzaville

Dans le cadre de cette journée, le Campus numérique francophone de Brazzaville (CNF) a organisé le 20 mars, sous la houlette d'Achille benjamin Somp, une conférence thématique qui a permis aux uns et autres d'avoir une quintessence des sujets présentés.

Dans son mot de circonstance, le responsable du CNF, Achille Benjamin Somp, a rappelé la synergie qui caractérise de plus en plus la Francophonie. « Nous devons souhaiter collectivement cette capacité à forger la force collective nécessaire pour relever ces grands défis », a-t-il envisagé.

Le sujet développé par le chef de service juridique et du contentieux à l'ARPC, Séverin Gambou Essala, à propos de la « protection juridique de la vie privée », s'est avéré instructif : « La liberté du peuple dans sa vie privée, ne la troublez pas », a-t-il commenté. « Vous allez vous rendre compte qu'au fait, la vie privée est un aspect des droits fondamentaux de l'homme.

Chacun de nous a besoin de cette paix pour mener sa vie calmement et pouvoir se déployer de tout son être », a poursuivi Séverin Gambou Essala.

La communication du secrétaire technique de l'Association congolaise du développement agricole, coordonnateur adjoint du réseau national des peuples

autochtones, Guy Moussele Bounzeki, s'est focalisée sur le changement climatique. A ce sujet, les efforts sur le terrain doivent être fournis. Le premier, dit-il, consiste à « réduire les activités qui émettent des gaz à effet de serre et également les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts », a-t-il souligné.

Cette rencontre a permis de sensibiliser les utilisateurs aux fondements conceptuels de la vie privée dans le cyberspace francophone. Elle a été aussi l'occasion pour les participants d'entendre de vive voix les avancées significatives faites par le gouvernement congolais et certains partenaires dans le domaine du changement climatique.

Enfin, il a été diffusé une épreuve de dictée de la Francophonie sur Facebook de l'OIF en direct de Paris, suivi d'une Visioconférence débat avec le Collège de France qui a porté sur la « Recherche fondamentale, inventions et innovations ».

Guillaume Ondzé

CONGO

La justice confirme la condamnation de l'opposant Paulin Makaya

La justice congolaise a confirmé mardi la condamnation à deux ans de prison de l'opposant Paulin Makaya pour « incitation aux troubles à l'ordre public » lors d'une audience publique.

« Le jugement rendu en première instance est maintenu », soit vingt-quatre mois de prison ferme et une amende de 2,5 millions de FCFA (3.810 euros), a déclaré Christine Tsika Mayanda, présidente de la première chambre correctionnelle de la Cour d'appel qui rendait le verdict du procès en appel organisé entre décembre et janvier.

« Cette décision est décevante et illégale. Je vais discuter avec mon client pour voir l'éventualité d'exercer un recours, car nous pouvons encore formuler un pourvoi en cassation dans un délai

de trois jours devant la juridiction suprême, c'est-à-dire la cour suprême », a réagi Me Yvon Eric Ibouanga de la défense.

« Nous avons toujours soutenu que tous les éléments de l'infraction reprochée à Paulin Makaya ne sont pas réunis (...). Nous continuons à soutenir que la décision de la chambre correctionnelle est illégale », a ajouté Me Ibouanga espérant obtenir une « décision fondée en droit » si un recours est déposé par la défense.

Président d'une petite formation d'opposition, « Unis pour le Congo » (UPC), M. Makaya est considéré comme un « détenu politique » par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme.

AFP

INITIATIVES

La FPA met en œuvre des classes entrepreneuriales juvéniles

La Fondation perspective d'avenir (FPA) que préside Denis Christel Sassou N'Gusso a lancé officiellement, le 20 mars à Brazzaville, des classes entrepreneuriales, une initiative visant à former plus de milles jeunes à l'entrepreneuriat.

L'initiative lancée par la cheffe du département programme de la FPA, Nadège Zoula Tchicaya, est un processus qui s'appliquera durant trois ou quatre ans successives à deux cent cinquante jeunes qu'il faudra former par année. Elle consistera aussi à stimuler auprès des jeunes, un esprit entrepreneurial ; à encourager l'activité privée et assurer un accompagnement crédible.

Pour parfaire cette résolution, la FPA compte mettre en œuvre des partenariats signés avec deux ministères, notamment celui de la Jeunesse et de l'Education Civique ainsi qu'avec celui des Petites Moyennes Entreprises. Les soixante jeunes bénéficiaires de l'initiative classes entrepreneuriales ont éminemment entamé la deuxième étape de leur parcours de formation et ont réceptionné leurs kits entrepreneuriaux.

Les jeunes admis aux classes entrepreneuriales ont été sélectionnés sur trois bases : le premier groupe est celui qui avait été soumis à un test sur l'entrepreneuriat organisé l'an dernier par la fondation, le deuxième groupe représente les jeunes qui avaient déposé leurs dossiers auprès de ladite organisation et le troisième est celui des candidats spontanés ou isolés.



Une vue partielle des bénéficiaires du projet et les officiels (adiac)

« Le fait d'être jeune ou étudiant n'a pas d'incompatibilité pour entreprendre. Quand on est jeune, on n'a pas assez d'engagement. Mais il y a trop d'ennuis quand on n'a rien à faire. Merci, la FPA nous encourage à miser dans l'entrepreneuriat », a indiqué Roussel Longokouaka, un bénéficiaire.

Les candidatures retenues se-

ront soumises à trois critères : les formations, un concours, le financement, la défense publique du projet et la présentation d'un plan d'affaires.

La cheffe du département programme de la FPA, Nadège Zoula Tchicaya, a lu, devant quelques diplomates accrédités au Congo et les représentants des ministères, un message en

lieu et place du président de cette organisation. Elle a assuré que : « La Fondation perspective d'avenir est convaincue

Elle consiste également à faciliter les jeunes aux services financiers ».

Au terme de la présentation sommaire de la création d'une pépinière des entrepreneurs, l'initiative a été saluée par plusieurs hautes personnalités. Le directeur de cabinet du ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique, Mathieu Mouloungui, a indiqué : « La recherche permanente des solutions aux problèmes de l'emploi aux côtés du gouvernement (...) va conduire notre pays vers l'émergence et le développement. Le chômage et la pauvreté vont être réduits (...). C'est un acte citoyen qui va de pair avec un certain nombre d'actions que le gouvernement met en œuvre, notamment la radicalisation en milieu juvénile ». Pour sa part, le directeur de cabinet du ministre des Petites et moyennes entreprises, Armand Bienvenu Voudibio, a assuré de suivre attentivement le partenariat liant la FPA et le ministère en indiquant en bref : « Nous sommes là pour donner corps et une direction à ce partenariat ».

Rappelons que la FPA a déjà réalisé plusieurs actions bénéfiques au profit de la jeunesse, entre autres, la remise des bourses d'études ; des formations en conduite automobile, en hôtellerie, etc.

Fortuné Ibara

ARRÊT SUR IMAGE

Musée de N'Gol'Odoua

Après l'inauguration du Musée Kiebe-Kiebe de N'Gol'Odoua, le 9 mars, le président Denis Sassou N'Gusso a, lors d'une visite d'usage, rendu dans le livre d'or de l'institution, le texte que voici :

L'Afrique a résisté à l'agression culturelle pendant des siècles. Nous avons toujours été nos héros et partage avec les autres peuples du monde notre patrimoine culturel. C'est sans doute qu'il faut donner à ce temple du Kiebe-Kiebe -
 Mes remerciements à tous ceux qui ont participé à la réalisation de ce projet -
 Denis SASSOU - N'GUSSO
 Président de la République du CONGO -



G20

Les pays riches veulent encourager des investissements privés en Afrique

Réunis à Baden Baden, en Allemagne pour un G20 Finances, les pays les plus puissants du monde ont affiché samedi leur volonté de stimuler le développement économique de l'Afrique, en y attirant des investissements. Une intention qui manque encore de concret puisque le thème du développement du continent africain n'avait jusqu'alors jamais été mis en avant dans le cadre du G20.

Sachant que l'Allemagne a fait de ce partenariat avec l'Afrique (appelé « Compact with Africa ») une priorité de sa présidence du G20 en 2017, les dirigeants africains saluent cette volonté affichée des pays riches. « Cette initiative du G20 vient à point nommé pour sa philosophie de suggérer et non imposer; ainsi que pour l'idée de travailler ensemble », a estimé par exemple le ministre marocain de l'Economie et des Finances, Mohammed Boussaid, soulignant qu'il ne s'agit pas là d'une « initiative d'assistance ». Le ministre a dit néanmoins avoir ressenti à Baden-Baden « un vrai désir et engagement que cette ini-

tiative aboutisse à des choses concrètes ». « Le G20 offre une excellente tribune pour parler des questions économiques et financières au niveau planétaire », s'est réjoui le ministre sénégalais de l'Economie et des Finances, Amadou Ba, qui n'a pas hésité de qualifier l'initiative de « révolutionnaire ». « L'Afrique a besoin d'infrastructures, il y a des efforts qui sont déjà faits et doivent être accélérés. Il va falloir donner un coup d'accélérateur à ces efforts et permettre enfin à nos pays de pouvoir participer de manière effective aux échanges mondiaux », a expliqué Amadou Ba. « Si aujourd'hui l'Afrique avait

le minimum en matière d'infrastructures, de santé, de formation, certainement les questions de migration telles qu'elles se posent aujourd'hui n'auraient pas eu autant d'impact sur la vie de l'Europe. Il s'agit de créer les conditions devant permettre aux populations de s'épanouir », a-t-il insisté, considérant que l'Afrique n'est « pas là pour tendre la main » mais pour parvenir « à un partenariat gagnant-gagnant ». Amadou Ba a évoqué un signe encourageant espérant que l'Argentine qui prendra la présidence du G20 en 2018, va poursuivre cette initiative, prévue pour s'étendre progressivement à d'autres pays.

Seul un pays du continent africain fait partie de ce club restreint des grandes économies du monde, l'Afrique du Sud. Le ministre sénégalais

de l'Economie était invité aux côtés de ses homologues de Côte d'Ivoire, du Maroc, du Rwanda et de Tunisie à participer à la rencontre des grands argentiers du monde, organisée vendredi et samedi. Les termes de la déclaration finale de la rencontre relèvent que le soutien des pays du G20 a visiblement été total à cette initiative allemande, qui « vise à encourager l'investissement privé y compris dans les infrastructures ». Il s'agira pour les pays les plus puissants du monde de stimuler les investissements privés par le soutien politique du G20 de manière à développer l'emploi et les infrastructures des pays africains partenaires. Aucun engagement financier n'a été certes formulé. Quant à cette stimulation, elle passe par un soutien politique, la mobilisation des institutions financières internationales

(FMI, Banque Mondiale, banques régionales...), et l'engagement du secteur privé, tout cela devant théoriquement aboutir à des investissements coordonnés et pertinents dans les pays d'Afrique. Les représentants de l'ONG One ont dit qu'ils ne sont pas convaincus du projet du G20 en faveur de l'Afrique. « L'idée de départ est bonne, mais j'ai vraiment peur que l'éléphant accouche d'une souris, qu'il y ait une déconnexion entre le discours et l'action », s'est inquiétée Friederike Röder, directrice de One France. Le projet du G20 visant à encourager les investissements privés en Afrique sera approfondi les 12 et 13 juin lors d'une conférence africaine du G20 à Berlin, quelques semaines avant le sommet des chefs d'Etat à Hambourg en juillet.

Nestor N'Gampoula

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

La Banque mondiale va investir 57 milliards de dollars

Ce financement annoncé dimanche va profiter à quelque 448 projets déjà en cours en Afrique sub-saharienne, région qui représente à elle seule plus de la moitié des pays éligibles aux financements de la Banque mondiale.

Selon un communiqué, l'essentiel de cette enveloppe d'investissement sur les trois prochaines années qui va être mobilisée pour l'Afrique sub-saharienne, à savoir (45 milliards de dollars), proviendra de l'Association Internationale de Développement (AID), l'agence de la Banque mondiale qui accorde des dons et des crédits à taux zéro aux pays les plus pauvres. Hormis cela, quelque 8 milliards proviendront de financements

privés par le biais de la Société financière internationale (IFI), une autre antenne de la Banque mondiale. Un montant de 4 milliards sera donné par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la filiale dédiée aux pays à revenu intermédiaire, a précisé le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, cité dans un communiqué. L'Allemagne, qui a accueilli vendredi et samedi une réunion des ministres des Finances du G20 à Baden-Baden, a fait du partenariat avec l'Afrique (appelé « Compact with Africa ») une priorité de sa présidence en 2017. De tous les pays africains, seule l'Afrique du sud fait partie de ce cénacle international.

Pour Jim Yong Kim, « cela représente une occasion unique de modifier la trajectoire du développement en Afrique sub-saharienne ». « Avec ces engagements, nous allons pouvoir travailler avec nos clients pour significativement développer les programmes en faveur de l'éducation, des services de santé de base, de la propreté de l'eau et de son traitement, de l'agriculture, du climat des affaires, des infrastructures et des réformes institutionnelles », a-t-il ajouté. Le président de la Banque mondiale s'est rendu dimanche au Rwanda et en Tanzanie pour mettre en exergue le soutien augmenté de son institution à la région.

N.N'G.

BURKINA FASO

Pouria Amirshahi demande la levée du secret-défense sur la mort de Thomas Sankara

Le député français Pouria Amirshahi a adressé une lettre au président François Hollande lui demandant d'ouvrir les archives sur l'ancien président burkinabè Thomas Sankara. Pouria Amirshahi écrit : « Rien ne dit aujourd'hui que la France est directement impliquée [dans la mort de Thomas Sankara], mais pour qu'il en soit, il faut jeter un œil sincère sur l'histoire ». Pour le député PS, la France s'honorait à aider la justice burkinabè trente ans après la mort du président Thomas Sankara. Il demande l'ouverture des archives de la diplomatie française et la levée du secret-défense. En principe, les dossiers classés « secret-défense » le restent pendant 50 ans. Pouria Amirshahi compte sur une dérogation de François Hollande. Il s'agit de consulter des documents qui pré-

sentent un intérêt historique majeur. Quelques noms de Français sont cités dans l'assassinat de Thomas Sankara.

Martyr moderne de la lutte anticoloniale en Afrique, Thomas Sankara a été assassiné le 15 octobre 1987, l'identité de son meurtrier court toujours. Un juge burkinabè François Yaméogo avait déjà lancé une commission rogatoire demandant la levée du « secret-défense » en France, ainsi que l'historien Vincent Hiribarren.

Trois mois avant sa mort, Thomas Sankara révélait dans un discours à Addis-Abeba des divergences entre la France, ancien colonisateur et le Burkina Faso. Mais, il manque toujours de sources crédibles sur son assassinat. Le rôle précis de la France n'a jamais pu être déterminé.

Noël Ndong

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La Banque mondiale annonce un soutien de 57 milliards de dollars pour l'Afrique

Après avoir rencontré les ministres des Finances du G20 et les gouverneurs des banques centrales, le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim a annoncé, le 19 mars un soutien de 57 milliards de dollars (35 000 milliards FCFA) en faveur de l'Afrique.

Ces fonds dont une partie sera disponible dès le début du mois de juillet couvriront une période de trois ans.

Ils permettront d'accroître les investissements et d'atténuer les risques auxquels est confronté le secteur privé, afin d'accélérer la croissance et le développement du continent.

Ce financement proviendra essentiellement de l'Association internationale de développement (IDA), le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres qui débloquent 45 milliards de dollars.

La Société financière internationale (IFI), filiale du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, devrait apporter 8 milliards de dollars d'investissement privé. Enfin, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) devrait compléter ce financement avec 4 milliards de dollars de prêts non concessionnels. « Cet engagement servira à accroître considérablement nos programmes en faveur de l'éducation, des services de santé essentiels d'assainissement et d'adduction d'eau potable. Nous allons également pouvoir aider davantage les pays à augmenter leur productivité agricole, à améliorer le climat des affaires et les infrastructures, ainsi qu'à lancer des réformes institutionnelles », a précisé Jim Yong Kim.

Ces ressources qui seront mises à la disposition du continent africain auront principalement pour bénéficiaire l'Afrique sub-saharienne qui regroupe le plus de pays éligibles au programme d'aide de l'IDA.

La plus grande partie de cette enveloppe sera consacrée à l'éducation, aux infrastructures, à la réforme des institutions, mais aussi à la lutte contre la famine et la pauvreté en Afrique. D'ailleurs, la Banque mondiale qui fait de l'aide au continent une urgence humanitaire est préoccupée par la sécheresse qui menace plus de 12 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique.

La semaine dernière, ces urgences humanitaires ont même fait l'objet d'une rencontre de haut niveau, des ministres des Finances du G20 en Allemagne. Au mois de décembre dernier plus de 60 pays ont remis à l'IDA une somme de 75 milliards de dollars pour appuyer des programmes régionaux et l'aide aux réfugiés.

Yvette Reine Nzaba

SOUDAN DU SUD

Le HCR inquiet de l'afflux massif des réfugiés

Pour manifester son inquiétude et tirer l'attention de la communauté internationale quant à l'afflux des réfugiés fuyant le Soudan du Sud, le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a lancé, le Week-end dernier un appel aux gouvernants de venir en aide aux pays africains, notamment ceux qui sont confrontés à l'arrivée massive des réfugiés parmi lesquels, l'Ouganda.

Parlant des conséquences négatives qu'engendrent les combats dans ce pays actuellement en proie aux actes de violence, le porte-parole du HCR, Babar Baloch a précisé que huit mois après les nouvelles violences qui ont éclaté au Soudan du Sud, la famine causée par cette combinaison vicieuse des combats et de la sécheresse est à l'origine de la crise alimentaire que connaît les réfugiés. Cette crise s'accroît de manière plus rapide et inquiète les populations victimes.

« *Aucun pays limitrophe n'est immunisé par cette crise qui sévit au Soudan du Sud. Elle a provoqué le déplacement d'environ 1 million de personnes dans la région. Les réfugiés sud-soudanais fuient en Ouganda, au Soudan, en Éthiopie, au Kenya, en R d Congo et en République centrafricaine* », a souligné le porte-parole du HCR, en insistant sur le fait que le niveau des déplacements est alarmant et représente un fardeau impossible pour une région plus pauvre et qui manque de ressources pour faire face au fléau.

Selon Babar Baloch, parmi les pays d'accueil des réfugiés, l'Ouganda est classée en première ligne par rapport au nombre flagrant des réfugiés qu'il reçoit. Car, plus de la moitié des réfugiés sud-soudanais sont dans ce pays où la situation est critique au nord. « *Au plan des statistiques, le taux de nouveaux arrivants en Ouganda est actuellement d'environ 2000 personnes par jour. Cet afflux de réfugiés a atteint un record en février d'environ 6000 arrivées en une seule journée. Alors qu'en mars, ce*



Une vue de réfugiés (DR)

taux est de 5000 personnes par jour soit 2 800 personnes », précise encore le porte-parole du HCR.

Déplorant par ailleurs, l'évolution rapide de la situation qui met en danger les populations, le porte-parole de cette institution a souligné qu'en raison de l'augmentation rapide du nombre de réfugiés en provenance du Soudan du Sud, les installations de transit mises en place dans le nord de l'Ouganda pour accueillir les personnes nouvellement arrivées sont débordées. A cette situation s'ajoute encore le problème des pluies qui amplifie la misère.

« *La situation à laquelle est aujourd'hui confronté l'Ouganda est important et constitue un test par rapport au respect des engagements pris lors du Sommet pour les réfugiés et les migrants de septembre dernier* », a-t-il ajouté, tout en recommandant la mise en œuvre et l'application des engagements pris lors de ce sommet axé sur la situation des

réfugiés dans le monde intitulé : « *Cadre de réponse globale pour les réfugiés* ».

« *L'Ouganda occupe la première place concernant l'application de cette nouvelle approche sans oublier les cinq autres pays qui*

se sont adjoints à elle pour défendre le cadre de réponse globale pour les réfugiés en prenant des mesures pour intégrer les efforts humanitaires aux efforts de développement », a reconnu le porte-parole du HCR avant de préciser que ces mesures comprennent singulièrement la mise à disposition des terres aux réfugiés, en les incluant dans les plans nationaux de développement et leurs permettre d'accéder aux marchés de l'emploi.

Tenant compte du degré alarmant que présente la situation, le porte-parole de cette institution à caractère humanitaire a prévenu que ces efforts risqueraient d'échouer. Sauf si un soutien supplémentaire urgent pourrait intervenir. D'autant plus, actuellement, le financement pour les réfugiés sud-soudanais dans la région ne représente que 8% des 781,8 millions de dollars requis. C'est ce qui justifie cet appel de fonds du HCR pour l'Ouganda et, est d'environ 267 millions de dollars.

Rock Ngassakys

ONU

L'Italie a appuyé les efforts de reconstruction de la RCA

L'ambassadeur italien au Conseil de sécurité a plaidé la semaine dernière pour une aide multiforme à la République Centrafricaine (RCA).

C'est vendredi dernier que s'est réunie à New York, au siège des Nations-Unies, une rencontre du Conseil de sécurité sur la situation cruciale de la RCA. En présence notamment du président Faustin-Archange Touadéra, venu exprès de Bangui, les représentants de la communauté internationale se sont inquiétés de l'aggravation de la situation sécuritaire en Centrafrique. A cela s'ajoute une situation humanitaire impactée elle aussi par l'insécurité.

« *Avec la recrudescence de la violence et la multiplication des foyers de tension depuis le mois de septembre 2016 et le premier trimestre 2017, plus de 100.000 nouveaux déplacés ont été enregistrés* », avait souligné durant la semaine un communiqué de la Coordination des affaires humanitaires de l'ONU, OCHA. Le pays compte aujourd'hui 402.340 déplacés du fait des violences.

C'est pourquoi l'intervention à New York de l'ambassadeur italien, Sebastiano Cardi, a voulu attirer l'attention sur la nécessité de jeter un regard d'ensemble sur la situation en Centrafrique. La situation humanitaire est imbriquée dans la situation sécuritaire, elle-même en lien avec l'exigence d'une stabilité politique durable. Il a mis en avant la volonté de son gouvernement de demeurer aux côtés de celui de Bangui dans cette phase délicate de reconstruction.

Le président italien, Sergio Mattarella, en avait fait la promesse au président Touadéra lors de sa visite à Rome, en 2016. En octobre dernier, le vice-ministre des Affaires étrangères, Mario Giro, s'était rendu à Bangui pour y inaugurer le bureau de la coopération italienne. L'Italie est également présente en Centrafrique au travers de ses nombreux volontaires, ceux de la communauté catholique Sant'Egidio comme ceux d'autres organisations de la société civile.

L'ambassadeur a fait part des préoccupations de l'Italie devant la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire, parmi les plus graves au monde, a-t-il relevé. Il s'agit d'une menace à la paix dans la région. « *Il est par conséquent essentiel qu'il y ait aussi un soutien résolu de la communauté internationale au gouvernement, au niveau économique comme au niveau politique. L'exigence de justice doit, en outre, aller de pair avec l'inclusivité du processus de paix, l'objectif prioritaire étant de mettre un terme définitif au conflit, dans l'intérêt de la population.* »

Lucien Mpama

Les ministres européens de l'Intérieur en réunion sur l'immigration

Stabiliser la situation politique libyenne et contrer les flux migratoires sont quelques-uns des objectifs de la rencontre.

Couper 'la route de Libye' aux milliers de migrants y transitant pour gagner la Méditerranée, et l'Italie : c'est le but de la rencontre des ministres européens de l'Intérieur ouverte lundi à Rome. Un an après l'accord avec la Turquie qui a permis de tarir les flux de migrants syriens notamment, les ministres européens sont à la recherche d'un plan similaire pour fermer le robinet à partir des côtes libyennes. Et cela d'autant que le verrou turc donne des signes inquiétants de rupture possible.

La situation urge, ont convenu les participants à cette rencontre qui s'est ouverte à l'Ecole supérieure de police de Rome : le premier ministre italien, Paolo Gentiloni ; son ministre de l'Intérieur Marco Minniti ; celui de l'Autriche, de la France, de l'Allemagne, de Malte, de Slovaquie et de Suisse. Côté africain, les représentants d'Algérie, de Tunisie et de Libye ont fait le déplacement de Rome. Tout comme le Commissaire européen à l'Immigration, Dimitris Avramopoulos. De Bruxelles, la Commissaire européenne aux Affaires étrangères, Federica Mogherini, a indiqué que le Quartet (Union Européenne, ONU, Ligue Arabe et Union africaine) va bientôt se réunir au siège de l'Union européenne. Elle a indiqué que la rencontre consistera en un prolongement des thèmes en discussion à Rome : stabilité politique en Libye et, in fine, arrêt des flux migratoires.

La situation migratoire continue de poser problème, particulièrement à l'Italie. Dimanche, les garde-côtes ont encore coordonné le secours de plus de 3.300 personnes au large de la Libye, qui devraient porter le nombre d'arrivées en Italie à près de 20.000 depuis le début de l'année, en forte augmentation par rapport aux années précédentes. Selon la presse, le gouvernement d'unité de Tripoli aurait demandé des radars, des embarcations, des hélicoptères ou encore des véhicules tout terrain, pour un total de 800 millions d'euros, pour contrôler ses frontières sud et ses eaux territoriales.

L.Mp.

AVC

Une protéine de venin d'araignée pour protéger le cerveau

Une petite protéine provenant du venin d'une araignée, découverte par des chercheurs australiens, pourrait protéger le cerveau après un Accident vasculaire cérébral (AVC).

« *Nous pensons que nous avons trouvé pour la première fois un moyen de minimiser les effets dévastateur d'un AVC sur le cerveau* », estime le professeur Glenn King de l'Institut de bioscience moléculaire à l'Université de Queensland, en Australie, l'un des principaux auteurs de cette découverte publiée le 20 mars dans les Comptes rendus de l'académie américaine des sciences.

Cette protéine baptisée « Hi1a » bloque le mécanisme cérébral principalement responsable des dommages cérébraux qui se produisent après un AVC, explique-t-il. Selon le professeur King, cette découverte aidera à fournir des perspectives plus favorables aux survivants d'un AVC en limitant les dommages cérébraux et les handicaps dévastateurs qu'ils provoquent.

Les AVC, qui résultent de la formation d'un caillot de sang, font six millions de morts par an dans le monde et laissent cinq millions de survivants avec des infirmités permanentes. « *Les études pré-cliniques ont montré qu'une simple dose de cette protéine administrée jusqu'à huit heures après une attaque cérébrale protégeait les tissus cérébraux et améliorerait très fortement les performances neurologiques... ce qui représente une fenêtre remarquablement longue de traitement* », précise le chercheur.

Cette protéine fournit même un certain degré de protection aux régions centrales du cerveau qui sont les plus affectées par la privation d'oxygène et qui sont généralement irrécupérables en raison de la destruction rapide des cellules cérébrales résultant de l'AVC, indiquent ces chercheurs.

« *Nous travaillons actuellement à réunir les fonds nécessaires pour financer des essais cliniques afin de pouvoir commercialiser rapidement ce traitement prometteur* », conclut-il.

Josiane Mambou Loukoula

CLIMAT

Les conditions météorologiques extrêmes se poursuivent

L'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'agence spécialisée des Nations unies, a publié son compte rendu annuel sur l'état du climat mondial en prévision de la Journée météorologique mondiale, organisée le 23 mars.

Dans ce texte, l'ONU avertit que les conditions météorologiques et climatiques extrêmes se poursuivent en 2017, après une année 2016 où la température moyenne avait atteint un record, la banquise s'est fortement réduite, le niveau de la mer a continué à augmenter et les océans à se réchauffer.

Ce compte rendu confirme que l'année passée était « la plus chaude jamais enregistrée ». « La hausse de la température par rapport à l'époque préindustrielle atteint, chose remarquable, 1,1°C, soit 0,06°C de plus que le record précédent établi en 2015 », a souligné le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas, dans un communiqué. « Les concentrations de CO2 dans l'atmosphère ne cessent de battre de nouveaux records, ce qui atteste de plus en plus clairement l'influence des activités humaines sur le système climatique », s'est-il inquiété.

« Les phénomènes extrêmes » sont « toujours d'actualité : des études nouvellement publiées (...) donnent à penser que le réchauffement des

océans pourrait être encore plus prononcé qu'on ne le croyait », signale l'OMM. Le rythme d'accroissement des concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone (CO2) n'a aucunement ralenti, note l'organisation dans ses données provisoires.

Le directeur du Programme mondial de recherche sur le climat, David Carlson a parlé des mêmes phénomènes extrêmes. « Alors même que le puissant Nino de 2016 s'est dissipé, nous assistons aujourd'hui à d'autres bouleversements dans le monde que nous sommes bien en peine d'élucider : nous touchons ici aux limites de notre savoir scientifique concernant le climat et nous avançons maintenant en territoire inconnu », a-t-il souligné.

D'après les conclusions des chercheurs, les changements observés dans l'Arctique et la fonte de la banquise entraînent, à plus grande échelle, une modification des régimes de circulation océanique et atmosphérique, ce qui se répercute sur les conditions météorologiques dans d'autres régions du monde. C'est ainsi que des régions comme le Canada et une grande partie des Etats-Unis ont été gratifiées d'une météo inhabituellement clémente alors que d'autres, dans la péninsule arabique et en Afrique du Nord par exemple, ont enregistré début 2017 des températures anormalement basses.

Nestor N'Gampoula

FRANCE

« L'Emoi photographique », festival de la photographie à Angoulême

La cinquième édition de la photographie à Angoulême a retenu le thème « Histoire et petites histoires ». Créé par l'association éponyme, ce rendez-vous photographique connaîtra, parmi les vingt photographes choisis, la participation de quatre photographes africains : Warren Saré, Louis Oke Agbo et les Congolais Arnaud Makalou et Baudouin Mouanda

Du 25 mars au 30 avril, Angoulême et sa grande agglomération en Charente vivront au rythme de « L'Emoi Photographique » des histoires illustrées sur le thème de 2017. Le festival se compose cette année de trois invités, chacun choisi parce qu'il illustre une facette du thème « l'Histoire et les petites histoires », et de 20 photographes choisis au vu de leurs travaux envoyés pour l'appel à candidature, et dont presque la moitié n'ont jamais été montrés.

Cette année, quatre photographes africains seront présentés pour perpétuer l'existence d'un lieu d'exposition extérieur au continent. Les organisateurs ont demandé à Warren Saré de leur faire partager son travail



Baudouin Mouanda « Se débrouiller pour devenir grand » à la cinquième édition de la photographie à Angoulême 2017 (DR)

sur les tirailleurs sénégalais du Burkina Faso et du Bénin. « C'est une manière, pour nous, de faire un aller-retour entre ce que ces hommes ont traversé en partant des colonies françaises pour combattre et libérer la métropole et leurs situations actuelles », confient-ils.

Pour justifier leur choix, ils expliquent : « Ces photographes nous offrent un large éventail de ce qui peut se décliner à partir du mot histoire. Chacun nous offre une facette de l'histoire puisant dans ses liens familiaux, ses valeurs humaines ou dans l'imaginaire qui caractérise si bien l'espèce humaine. Il nous semble important de soutenir des engagements par le biais de la photographie et donc

de donner la parole à ceux qui ont trouvé comment les représenter ». Pendant la durée du festival, certains photographes développeront leurs points de vue au cours de rencontres avec le public, pour partager leurs expériences, quelquefois en compagnie d'autres intervenants qui apporteront des expériences complémentaires. « Derrière Warren Saré, vous pourrez retrouver l'histoire avec un grand H, quand elle passe du livre d'histoire à la réalité ». « Pendant que le Congolais Arnaud Makalou dévoilera ses travaux Etre ouvrier à Brazza », son compatriote Baudouin Mouanda posera son objectif sur « Se débrouiller pour devenir grand ».

Marie Alfred Ngoma

Simplifiez-vous la vie avec les forfaits BCI !

A la BCI vous pouvez regrouper les essentiels de la gamme de produits et services à un prix forfaitaire, connu à l'avance.

Fini les tracasseries : vous pouvez dire adieu à vos prélèvements multiples mensuels !

Faites des économies, allant jusqu'à plus de 70.000 F par an !

FORFAIT SERENITE

Composition :

- Carte bancaire : LEADER
- SMS BANKING : BCI SANGO
- 1 Chéquier par an
- Virement BCI vers BCI
- Frais d'édition d'extrait de compte
- Réduction chez nos partenaires

Prix : 2500 FCFA

FORFAIT SERENITE +

Composition :

- Carte bancaire : VISA CLASSIC
- SMS BANKING : BCI SANGO
- 2 Chéquiers par an
- Virement BCI vers BCI
- Frais d'opposition en cas de perte ou vol
- Virements permanents sur un compte épargne
- Réductions chez nos partenaires

Prix : 5.000 FCFA

FORFAIT PRESTIGE

Composition :

- Carte Bancaire haut de gamme : VISA GOLD
- WEB-BANKING
- 2 Chéquiers par an
- Virement BCI vers BCI
- Frais d'édition d'extrait de compte
- Frais d'opposition en cas de perte ou vol
- Augmentation de plafond de la carte
- Virements permanents sur compte épargne
- Réductions chez nos partenaires

Prix : 10.000 FCFA

De plus, vous bénéficierez de remises pouvant aller jusqu'à 50% de réductions, chez nos nombreux partenaires grâce à votre carte membre.

PRMN

Le guichet de mise à niveau suscite l'adhésion des entreprises de Pointe-Noire au programme

Le guichet de mise à niveau a organisé le 14 mars à Pointe-Noire, une journée d'information et de sensibilisation au profit des chefs d'entreprises sur le Programme de Restructuration et de Mise à Niveau (PRMN) en vue de susciter leur adhésion à ce programme. Cette activité a été présidée par Roger Moukengué, directeur dudit guichet.

L'événement a réuni près de trente participants composés essentiellement de chefs d'entreprises de micro et très petites entreprises, de présidents d'associations et de groupements de transformateurs de produits locaux.

L'objectif de cette activité était de présenter de manière claire et simple le Programme de Restructuration et de Mise à Niveau (PRMN) aux entreprises installées dans la ville de Pointe-Noire en vue de susciter leur adhésion à ce programme.

Et comme le meilleur gage de succès pour un orateur c'est d'avoir un auditoire gagné d'avance, lors de son exposé, Christel Moutou, expert technique au guichet de mise à niveau a commenté une projection sur laquelle, il a démontré au combien et comment le PRMN participe de manière efficace au renforcement de la compétitivité des entreprises et au développement de l'entrepreneuriat en Afrique centrale. « La mise à niveau a pour objectif d'accompagner les entreprises dans un processus d'amélioration de compétitivité et renforcer durablement leur compétitivité et leur positionnement concurrentiel dans un contexte marqué

par une plus grande ouverture des marchés », a-t-il conclu.



Après donc un moment d'échanges avec les experts de cette institution, l'auditoire a pu avoir une idée claire des questions liées au PRMN, notamment sur ses avantages, sur les problèmes d'adhésion, d'accompagnement et de prise en charge, mais également sur l'objectif de la mise à niveau et les avantages qu'elle peut également apporter aux entreprises.

Dans son mot de circonstance, Roger Moukengué, directeur du guichet de mise à niveau a d'abord exposé le contexte de la rencontre avant d'inviter l'ensemble des participants d'adhérer à ce programme qui vise l'accompagnement des entreprises vers un niveau supérieur de performance.

L'orateur a ensuite indiqué que, dans le cadre de la phase pilote de ce programme, huit entreprises de Brazzaville et de Pointe-Noire opérant dans l'une des six filières prioritaires seront sélectionnées et ces entreprises bénéficieront d'études gratuites les permet-

tant de suivre un plan de restructuration ou de mise à niveau. « Il s'agit de la filière de

au niveau national, l'accès limité au crédit etc. ...

fabrication d'aliments de bétail, de fabrication des produits laitiers et de transformation des fruits et légumes concernant le secteur agro-industrie. La filière de maintenance industrielle, d'entretien industriel et enfin la filière de contrôle technique pour le secteur des services liés à l'industrie », a-t-il dit.

Il faut dire que la République du Congo regorge d'énormes potentialités agricoles, agropastorales, forestières, touristiques et maritimes qui constituent autant d'opportunités d'investissements.

Malheureusement, le constat fait est que, les entreprises manufacturières du pays et bien principalement les petites et moyennes entreprises se trouvent confrontées à de nombreuses difficultés. Et parmi ces difficultés on peut citer, les faiblesses dans la maintenance des équipements, le sous-utilisations des capacités de production existantes, l'insuffisance techniques et managériales, le faible niveau des échanges entre entreprises

C'est dans cette optique que le PRMN a été instauré en République du Congo dans le but de contribuer au renforcement de la compétitivité du secteur industriel à travers une assistance technique auprès des entreprises, afin de permettre d'améliorer la qualité et la quantité de la production industrielle dans le pays et ainsi faciliter l'accès des produits manufacturiers aux marchés régionaux et internationaux. D'où l'intérêt des entreprises d'adhérer à ce programme de restructuration et de mise à niveau.

Rappelons que le PRMN est financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par l'organisation des nations unies pour le développement industriel (ONUDI) dans le cadre du programme d'appui aux commerces et à l'intégration économique (PACIE), il se propose à soutenir la République du Congo dans son processus de mise à niveau.

AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE GABONAISE
PRES LA REPUBLIQUE DU CONGO
B.P : 2033 BRAZZAVILLE-CONGO
Tél : + (242) 22-613-31-54

0114

N° /AMB/GAB/RC/PS/CEL



COMMUNIQUE DE PRESSE

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de la République Gabonaise près la République du Congo, à Brazzaville, informe tous les Gabonais de la diaspora que le Ministère de l'Intérieur vient de mettre à sa disposition des équipements pour la délivrance et le renouvellement des passeports biométriques.

A cet effet, il invite tous les Compatriotes résidant ou de passage au Congo Brazzaville et désireux se faire établir ou renouveler leur passeport, qu'ils peuvent dès diffusion du présent Communiqué se présenter à l'Ambassade.

Pour plus d'informations, se rapprocher du service concerné à la Chancellerie, sis 40, avenue Auxence ICKONGA, aux heures ouvrables, du lundi au vendredi.

Brazzaville, le 21 mars 2017

L'Ambassadeur



NÉCROLOGIE

Wana Léa, Brice Zoba et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur frère, Albert Babindamana.

Décès survenu le 17 mars au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire a lieu au domicile familial, à Nkombe (Madimbou).

L'inhumation aura lieu le samedi 25 mars à Brazzaville.



Paul Zoumano, Mme Okoumou née Zoumano Thérèse, Mme Mbele née Biango Bambe Huguette,

les enfants Bassiot Paternie et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur neveu et frère, Bassiot-Bolo Gaston G. alias Box.

Décès survenu le 13 mars au CHU-B.

La veillée mortuaire a lieu au domicile familial, N°51, rue Mbetis à Poto-Poto au croisement de l'avenue Marien Nguoubi.

L'inhumation a lieu le jeudi 23 mars à Brazzaville.



IN MEMORIAM

22 mars 2012- 22 mars 2017

Cela fait cinq(5) ans qu'il a plu à Dieu d'arracher à l'affection des siens, Raoul Okoumou.

A l'occasion de ce triste anniversaire, nous implorons le Dieu de miséricorde pour que son âme repose en paix et que brille à jamais l'étoile d'une vie éternelle.

A tous ceux qui l'ont connu, nous vous demandons d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Papa, tu resteras toujours présent dans nos cœurs Ta famille





gourmandine
PATISSERIE

67 Avenue Nelson Mandela, Brazzaville

HOTEL MIKHAEL'S

À emporter 7/7

**2 PIZZA
ACHETÉES**

=

**1 PIZZA
OFFERTE***

Livraison A Domicile

De 7h À 22h

Mob: 05 366 66 33

* Prix identique ou inférieur aux 2 achetées.

3 BURGERS ACHETÉS

=

1 OFFERT

Pizzas

Pizza Margherita Sauce tomate, fromage, origan	5000
Pizza Végétarienne Sauce tomate, fromage, aubergine, poivron, tomate, ail	5000
Pizza Luna Sauce tomate, fromage, aubergine, courgette, ail	5000
Pizza Reine Sauce tomate, jambon, fromage, champignon	6000
Pizza Andrea Sauce tomate, fromage, pepperoni, mortadelle, chorizo, olives, origan	8000
Pizza Calzone Sauce tomate, fromage, jambon, œuf, origan (en soufflé)	7000
Pizza Capra Sauce tomate, fromage, fromage de chèvre, lardon, origan	8000
Pizza Bolognaise Sauce tomate, viande hachée, fromage, oignon, œuf	6000
Pizza Polo Sauce tomate, poulet, fromage, champignon, poivron, maïs, ail	6000
Pizza Hawaïenne Sauce tomate, fromage, poulet, ananas frais, origan	7000
Pizza Napolitana Sauce tomate, fromage, anchois, olive, origan	6000
Pizza Thon Sauce tomate, fromage, thon, œuf, olives, câpres, origan	8000
Pizza Al-Salmona Sauce rosée, fromage, saumon fumé, câpres	10000
Pizza Frutti Di Maré Sauce rosée, fromage, crevettes, calamars, ail, persil	10000

Crêpes

Crêpe Nature	500
Crêpe (Chocolat/Confiture/Miel)	1000
Crêpe Jambon, Fromage	1500
Crêpe ChocoBanane	1500
Crêpe au Fromage	1000

Plat Du Jour + Jus 350 ml

=

5'000 FCFA

Sandwiches

Sandwich Taouk Poulet mariné, frites, cornichons, salade de choux & mayonnaise	2500
Sandwich au Poulet Poulet grillé, frites, cornichons, sauce à l'ail	2000
Sandwich au Thon Thon, salade, cornichons, maïs	3000
Sandwich au Hot Dog Hot dog, salade, tomates, cornichons, mayonnaise, ketchup	1500
Sandwich Philadelphia Viande, mozzarella, salade, tomates, poivrons, sauce Philadelphia	3000
Sandwich Fajita Poulet Fajita, mozzarella, salade, tomates, maïs, poivrons	3000
Sandwich Frites Frites, salade de choux, mayonnaise & ketchup	1500
Club Sandwich au Poulet Pain de mie, poulet grillé, œuf dur, salade, tomates, mayonnaise	2500
Club Sandwich au Thon Pain de mie, thon, salade, tomates, cornichons, mayonnaise	3500
Sandwich de Brochette de Boeuf Viande, hommos, tomates, cornichons, oignons	2500
Submarine Mortadelle, salami, fromage, cornichons, tomates, salade & mayonnaise	3000
Sandwich Jambon & Fromage	2500

Burgers

	Simple	Plat
Hamburger Simple Viande, salade, salade de choux & mayonnaise, oignons, tomate	2000	3500
Cheese Burger Viande, fromage, salade de choux & mayonnaise, oignons, tomate	2500	4500
Hamburger Royal Hamburger simple avec fromage, jambon, omelette	3000	5000
Cheese Burger Viande, fromage, salade de choux & mayonnaise, oignons, tomate	2500	4500
Burger aux Champignons Viande, salade, champignons sautés	2500	4000
Hamburger au Mozzarella Hamburger simple avec mozzarella panée	4000	7000
Burger au Poulet Poulet pané, salade, frites, cornichons, mayonnaise	2000	3500
Double Burger Deux viandes, fromage, tomate, oignons, salade de choux & mayonnaise	3500	6500

Plats

Steak Simple	6000
Plat du Jour	5000
Crispy Poulet	4000
Nuggets Poulet	4000
Corn Dogs	4000
Steak Mozza	9000
Poulet Frites	4500
Plat de Riz	1000

8 MARS

Félix Kabange Numbi reconnaît l'importance de la femme dans la réforme foncière

Les femmes du cabinet du ministre des Affaires foncières parrainées par le ministre de tutelle, Félix Kabange Numbi Mukwampa ont organisé une manifestation haute en couleur au chapiteau du collège Boboto dans la commune de la Gombe pour célébrer la Journée internationale de la femme (JIF) dont le thème national est la parité 50/50 d'ici 2030.



Le ministre des Affaires Foncières Félix Kabange Numbi célèbre la JIF avec les femmes de son cabinet

Le ministre des Affaires foncières, Félix Kabange Numbi, a reconnu l'apport de la femme au sein de son cabinet. Toutefois, laisse-t-il entendre « nous avons fait du chemin au cabinet. Mais c'est insuffisant. Cela nous oblige d'aller de l'avant ». Parlant de la réforme foncière au sein de son ministère, Félix Kabange Numbi déclare : « Le rôle de la femme est primordiale dans la vie de la société. Je suis fière d'avoir des femmes dans mon cabinet. Je vous rassure de la prise en compte des droits de la femme dans la mise en œuvre de la réforme foncière ». Au cours de cette fête, les femmes ont dans leurs différents discours retracé le combat de la femme et plaidé pour le respect de la parité au sein du ministère des Affaires foncières. Après le mot de remerciement de la conseillère financière, Anny Upungu, la chargée d'études de suivi des recettes budgétaires, Jolie Mulongo a retracé dans son discours le combat de la femme jusqu'à l'institution de la Journée internationale de la femme. Pour elle, les femmes doivent prendre conscience de leurs responsabilités. « L'indépendance n'est pas un cadeau mais plutôt un combat. La parité se gagne. Pour ce faire, la femme doit se montrer compétitive au niveau de l'emploi... ». De son côté, la chargée d'études du cadastre, Godelieve Panzu a planché son intervention sur la réforme foncière et les droits de la femme. La loi fon-

cière, explique-t-elle, ne tient pas compte des droits de la femme. « Notre système foncier n'est pas à l'abri de la discrimination de la femme. Il est récurrent dans notre système foncier que la femme ne soit citée qu'à titre indicatif, soit simple usufruitière alors que les dispositions légales en droit de famille obligent le consentement des deux époux dans la prise de décision en matière de transfert, d'aliénation des biens immeubles ». Selon la chargée d'études du cadastre, la réforme ne peut réussir qu'avec l'implication de la femme consciente, stable dans la prise de décision. La réforme foncière ne peut revêtir un caractère durable et fiable que quand la femme est associée. La chargée d'études, Germaine Mbuyu s'est appesantie sur les trois régimes matrimoniaux à savoir la communauté universelle des biens, la séparation des biens et la communauté des biens réduits aux acquêts. Les femmes du cabinet du ministre des Affaires foncières ont présenté une saynète caricaturant la journée portes ouvertes initiée par le ministre des Affaires foncières. Cette saynète retrace la souffrance d'une veuve qui s'est vue dépouillée par sa belle mère de tous les biens lui laissés par son défunt mari. Grâce à la journée portes ouvertes organisée par le ministre des Affaires foncières, la veuve et les orphelins rentreront dans leurs droits.

Aline Nzuzi

CRISE AU RASSEMBLEMENT

ECCHA interpelle les acteurs politiques de l'Opposition

La crise au sein du Rassemblement, avec deux présidents du Conseil des sages pour remplacer Etienne Tshisekedi, a suscité la réaction du mouvement Engagement citoyen pour le changement (Eccha).

Cette structure issue de Lutte pour le changement (Lucha) vient d'adresser un plaidoyer aux acteurs politiques du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, afin que ceux-ci « prouvent à la face du monde qu'ils sont effectivement conscients de la souffrance du peuple congolais, responsables, respectueux et dignes de confiance en réfléchissant raisonnablement sur la base de l'intérêt général qui s'impose à tous », selon un document parvenu à la rédaction de Congo Nouveau, signé simultanément par Ben José Luendu, coordonnateur principal, Marie Joëlle Essimbo, secrétaire permanente, Fred Tshinamu et Maurice Nkololo pour la coordination de communication.

Eccha fait remarquer que « la RDC traverse aujourd'hui le moment le plus crucial de son histoire, dans les domaines économique et social. Cette crise artificiellement créée n'est rien d'autre que les manœuvres dilatoires politiques et politiciennes découlant de la volonté manifeste du régime en place de se maintenir au pouvoir par défi au-delà

du mandat constitutionnel que le peuple lui a donné ». A travers la Résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations unies, rappelle le mouvement citoyen, la Communauté internationale a exhorté toutes les parties à prendre part à un Dialogue politique inclusif qui devait aboutir à la résorption pacifique de la crise, à la décrispation du climat politique et à l'organisation des élections dans le strict respect de la Constitution. C'est dans cet ordre que les hommes politiques ont procédé à la signature de l'Accord global et inclusif du 31 décembre 2016, appelé Accord de la Saint-Sylvestre. « Mais hélas ! Au moment où le peuple congolais attend l'application intégrale dudit accord, surgit l'éclatement du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, plateforme qui donnait l'espoir à tout le peuple congolais, à la suite du décès de son leader, Monsieur Etienne Tshisekedi wa Mulumba. Voilà ce qui nous a conduit à faire ce plaidoyer dans l'optique de la recherche d'une solution pacifique et pour mettre en évidence la position de la jeunesse à travers le mouvement citoyen 'Eccha' », indique le document de plaidoyer de cette structure engagée au changement. La position d'Eccha n'est pas un secret : la priorité des priorités est aujourd'hui de sortir la RDC de la crise, peu importe son origine ou les divergences politiques avec en toile de fond

les combats de leadership qui doivent, pour une fois au moins dans l'histoire du Congo, être patriotiquement enterrés, pour privilégier les attentes de 80 millions des Congolais.

Eccha interpelle en ces termes les acteurs du Rassemblement : « La situation que vous imposez au Rassemblement ne profite ni à vous-mêmes, encore moins au peuple congolais, mais plutôt aux auteurs de la crise, sauf si vous en êtes complices. Pourtant, telle est l'attente du peuple congolais, tout devrait passer par la consolidation de toutes les forces sociales et politiques pour redonner l'espoir de vivre l'alternance dans le délai prévu par l'Accord. Comment y parvenir pendant que vous enracinez des dissensions vous éloignant les uns des autres, offrant ainsi des prétextes à ceux qui trouvent dans l'Accord une menace contre eux et leur pouvoir ? ».

Ce jeune mouvement citoyen soutient son plaidoyer avec une sagesse de bangala qui dit : « muana muke abetaka mbonda bakolo pe babinaka » (un enfant peut aussi battre le tam-tam et faire danser les adultes). Et d'implorer en conclusion : « S'il vous plaît, nous vous exhortons à nous servir de modèle ou d'exemple pour notre génération et les générations futures. Ne serait-ce que pour honorer la mémoire du patriarche, le sphinx de Limete ».

Martin Engimo

RDC

Le HCR a enregistré environ 461 000 réfugiés

L'agence onusienne, qui indique que 232,9 millions de dollars américains sont nécessaires pour venir en aide à ces réfugiés en 2017, affirme n'avoir reçu que 3% de ce montant.



Un camp de réfugiés dans l'est de la RDC.

les réfugiés (HCR) a affirmé avoir recensé à ce jour environ 461 mille réfugiés en RDC.

Cette agence onusienne note que les Centrafricains sont les plus nombreux parmi ces réfugiés. Pour ce seul pays voisin de la RDC qui vient de traverser

une période très troublée, le HCR a dénombré environ 103 mille de ses ressortissants installés dans les provinces du Nord et Sud-Ubangi ainsi que dans le Bas-Uele. Alors que le Sud-Soudan est le deuxième pays dont les ressortissants ont été recensés dans ce nombre de réfugiés enregistrés en RDC. A en croire le HCR, il y a 71 529 réfugiés sud-soudanais qui vivent dans le Haut-Uele et en Ituri. Aussi l'agence onusienne a-t-elle affirmé avoir enregistré 39 mille réfugiés burundais, localisés au Nord et Sud-Kivu.

Par ailleurs, le HCR a évalué le besoin humanitaire en 2017, pour tous ces réfugiés, à près de 232 millions de dollars américains. A l'en croire, à ce jour, elle n'a reçu que 3% de cette enveloppe nécessaire pour venir en aide à ces réfugiés courant cette année. Selon son rapport, le HCR a révélé que 500 mille ressortissants congolais sont dans la

Dans sa revue annuelle publiée au mois de février 2017, le Haut commissariat des Nations unies pour

même situation de réfugiés dans d'autres pays.

Lucien Dianzenza

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

INTERVIEW

Jean-Paul Mutuale : « Ujana est un mouvement sans coloration politique »

Jean-Paul Mutuale Kazadi est analyste politique et coordonnateur adjoint chargé des questions juridiques et administratives à Ujana/Belgique. Le mouvement citoyen congolais a lancé sa cellule en Belgique le 11 mars dernier au cours d'une réunion organisée à Bruxelles.

Les Dépêches de Brazzaville : Le mouvement UJANA a été lancé à Bruxelles le 11 mars dernier. Pourriez-vous nous expliquer en quoi consiste ce mouvement et quels sont ses objectifs ?

Jean-Paul Mutuale : Ujana est un mouvement citoyen, laïc, civique et républicain sans coloration politique, qui regroupe tous les jeunes congolais où qu'ils se trouvent et qui a son siège social à Kinshasa/RDC avec comme président monsieur Kitenge wa Momat Félix. Ujana poursuit plusieurs objectifs notamment promouvoir le vivre ensemble ; sensibiliser les jeunes à être garants de leur développement ; protéger et œuvrer à la cohésion de la vie en société ; inviter les jeunes à prendre part pleinement aux devoirs du citoyen y compris le vote, la prise de décision

et la gouvernance ; promouvoir l'éducation, l'alphabétisation ; défendre la démocratie, l'application, l'Etat de droit et tous les droits de l'homme ainsi que les libertés fondamentales ; partager et faire savoir à la jeunesse la vision qui se symbolise par les dix valeurs suivantes : constitution, souveraineté, démocratie, patriotisme, développement, solidarité, tolérance, liberté, égalité et laïcité par le biais des formations, des colloques, des forums, des meetings. Ujana veut s'implanter sur toute l'étendue de la RDC et particulièrement dans les milieux de concentration des jeunes (université, écoles, entreprises, camps militaires,)

LDB : Vos détracteurs disent que vous êtes inféodés à la majorité présidentielle ? Que répondez-vous à cela ?

JPM : (rires) Dire que Ujana est inféodé à la majorité présidentielle signifie tout simplement qu'ils n'ont pas lu la charte de Ujana, parce que dans le préambule de ladite charte, il est écrit clairement que Ujana est un mouvement citoyen, laïc et républicain, sans coloration politique et par-dessus tout il regroupe les jeunes de toutes les tendances (



JP Mutuale Kazadi

société civile, opposition, majorité, confessions religieuses etc.) D'ailleurs moi-même je ne suis pas membre d'un quelconque parti politique opposition ou majorité.

LDB : Quels sont, selon vous, les problèmes auxquels la jeunesse congolaise est confrontée aujourd'hui ? Quelles sont les solutions que proposent UJANA pour optimiser les compétences de cette jeunesse ?

JPM : La jeunesse congolaise a plusieurs problèmes. Elle est confrontée à la drogue, à la cri-

minalité, au mépris des dirigeants, au chômage, à la non-accession à la formation de base pour tous, etc. Il n'y a pas de solutions miracles, néanmoins à Ujana nous travaillons sur des solutions telles qu'éduquer et sensibiliser la jeunesse sur l'importance des études parce que c'est par une formation effective que la relève sera à la hauteur des défis. Nous sensibilisons également les jeunes à la conciliation des impératifs du développement avec les exigences de la démocratie. Nous vou-

lons également conscientiser et rendre patriotes tous les jeunes désœuvrés. Nous interpellons tout Congolais épris de paix pour qu'il s'engage à préserver les acquis de la République, la paix et l'unité nationales. Nous encourageons les jeunes à participer aux opérations électorales en cours. À ce sujet, le président national de Ujana RDC, monsieur Kitenge wa Momat Félix et la coordination Ujana du Haut Katanga étaient accompagnés d'une forte délégation des jeunes pour se faire enrô-

ler. À Ujana, nous encourageons aussi les jeunes à être non seulement électeurs, mais aussi candidat pour prendre part à la gestion de la Res publique. Nous appelons les jeunes à s'engager à tous les niveaux, car l'engagement n'est pas seulement politique.

LDB : Quels sont les projets d'UJANA en général et d'UJANA Belgique en particulier, pour les prochains jours ?

JPM : Comme le dit la devise de Ujana « Faire pour les jeunes, sans les jeunes, c'est faire contre les jeunes ». Cela veut dire que Ujana a comme objectif de militer pour un lendemain meilleur pour tous les jeunes congolais et cela passe par les différents points que nous avons évoqués ci-haut, et Ujana Belgique travaille en étroite collaboration avec Ujana RDC. Mais à notre niveau ici, nous travaillons aussi sur la nécessité du vivre ensemble et conscientisons tous les jeunes au niveau de la Belgique à s'approprier le pays pour qu'ensemble nous puissions aller le plus loin possible et développer le pays. D'où l'importance de la réunion qui s'est tenue le 11 mars dernier et qui a marqué aussi notre sortie officielle.

Patrick Ndongidi

FAUX BILLETS DE BANQUE

Poursuite des interrogatoires

L'enquête en cours révèle des complicités intérieures et extérieures à la Banque centrale du Congo (BCC). Le travail de détection des faux monnayeurs se fait en intelligence avec Interpol, a-t-on appris d'une source proche du dossier contactée par l'ACP. En effet, le recoupement des informations déjà disponibles permet d'établir la possibilité d'un réseau de faux monnayeurs opérant à l'intérieur du pays et dans certains pays.

Sur le terrain, la chasse aux faux billets de banque en circulation se poursuit inlassablement. Dans sa dernière instruction, la BCC a obligé les banques commerciales à saisir les faux billets de banque dans ses différents guichets et à prendre l'identité complète des déposants. Au cas où le volume appréhendé est très important, les banques doivent directement communiquer l'information aux services compétents de la BCC. Cette dernière invite les banques de la place à faire preuve d'une surveillance plus accrue pour neutraliser ces faux billets.

Par ailleurs, des mesures sont prises pour baisser la psychose sur l'étendue du territoire national. En effet, la BCC prévoit de changer la présentation des billets de franc congolais dès janvier 2018. L'objectif principal est de renforcer les éléments de sécurité en vue d'éviter la contrefaçon. Un changement important est attendu dans la production même du franc congolais, avec l'installation des nouvelles machines. On prévoit de mettre fin à

la finition manuelle des billets pour adopter celle qui est réalisée par les machines adaptées. Enfin, les billets retirés de la circulation seront broyés et non incinérés comme d'habitude. Pour rappel, les billets impropres à la consommation ont été remis en circulation frauduleusement avant d'être incinérés.

Descente aux enfers du franc congolais

La RDC fait face à un nouveau cycle inflationniste après la crise financière majeure survenue en 2008. La nouvelle crise est consécutive à une forte baisse de la productivité et une baisse des cours mondiaux des matières premières. Les effets sur l'économie ont commencé à se faire ressentir depuis le dernier trimestre de 2015. En l'espace de 12 mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2016, le taux d'inflation est passé de moins de 1 % à plus de 20 %. Le gouvernement a revu à plusieurs reprises la projection de taux de croissance, partant de 9 % en début d'année 2016 à moins de 3%. Quatre interventions de la BCC sur le marché de change n'ont pas permis d'enrayer la dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain. Entre janvier et décembre 2016, le franc congolais s'est déprécié d'environ 40 %, passant de 930 à 1 300 FC, le dollar américain. Pour 2017, l'espoir renaît progressivement avec une remontée attendue des cours des matières premières, qui viendra peut-être influencer positivement le taux de croissance du pays actuellement en ralentissement.

Laurent Essolomwa

GRAND ÉCRAN

Debout Kinshasa ! en projection à l'UPN et à Plaza Village

Cette programmation spéciale inscrite dans l'agenda de l'Institut français (IF) pour les 23 et 25 mars a en vue de présenter le film à un plus large public kinoïse en commençant par les habitants de la commune de Ngaliema et ses environs avec la soirée prévue dans la salle de promotion de l'Université pédagogique nationale.

« Notre volonté et celui de l'Institut français, c'est que ce film puisse rencontrer son public en dehors de la Gombe où les projections ont été organisées jusqu'à présent », a souligné le réalisateur de *Debout Kinshasa !* au moment de l'annonce des deux dates au début du mois. En effet, comme l'a rappelé Sébastien Maitre, les précédentes soirées consacrées au court métrage, qu'il s'agisse de l'avant-première du 7 octobre dernier à l'Espace Bilembo ou de l'ouverture de la Fête du livre, le 23 novembre à la Halle de la Gombe, s'étaient toutes tenues dans cette partie de la ville. Cette zone au statut assez particulier est souvent opposée à la cité ou aux communes populaires de Kinshasa par le fait notamment que le président, la plupart des nantis et la majorité des expatriés y résident mais aussi qu'elle est le siège des institutions, abrite un bon nombre des représentations diplomatiques, le cœur de l'administration du pays, le centre des affaires, etc. Ainsi, les projections de jeudi et samedi sont significatives au regard de leur localisation.

Pour ce qui est du programme de la soirée, Sébastien Maitre l'a articulé de la sorte : « L'idée c'est de présenter le film qui fait vingt minutes suivi de la projection de deux ou trois vignettes de *Les Petits métiers de Kinshasa* et terminer par un concert du groupe *Kimphonik* ». Le groupe vocal de seize artistes est associée aux soirées pour la bonne raison que cinq d'entre eux ont travaillé sur la musique originale du film *Debout Kinshasa !* Les projections et le concert mis ensemble, le spectacle proposé dure à tout casser deux bonnes heures.



Un extrait de *Debout Kinshasa !*

Les projections du 23 et 25 mars débiteront à 18h et leur droit d'entrée est fixé à 2 000 FC.

Par ailleurs, avant de revenir à Kinshasa, le court métrage vient tout récemment d'être proposé à Lubumbashi les 19 et 20 mars. Sébastien Maitre avait envisagé d'organiser des projections à l'Institut français, la Halle de l'Étoile mais également

dans des écoles pour les jeunes élèves de la capitale du cuivre. Il nous revient qu'au final Sébastien Maitre allait personnellement procéder à la présentation de *Debout Kinshasa !* et des vignettes *Les Petits Métiers de Kinshasa* le dimanche à 16h à la Halle de l'Étoile alors que la seconde projection était prévue le lundi 20 mars à 20h au Centre des Jeunes de la Katuba. Il devrait en être de même pour les rendez-vous de cette semaine à Kinshasa, plus précisément à l'UPN et à la 16e Rue Limete.

Il est bon de relever que *Debout Kinshasa !* connaît un certain succès avec jusqu'à présent treize sélections en festivals, disait Sébastien Maitre le 3 mars dernier à la conférence de presse tenue à la Halle de la Gombe. En effet, il a entre autres aussi souligné que son film avait obtenu le Prix Spécial du Jury du Court Métrage France Télévisions 2017. Ce sacre est intervenu le 9 février à l'occasion de la 39^e édition du Festival International du Court Métrage à Clermont-Ferrand.

Nioni Masela

AMICAL FIFA

Les Léopards de la RDC à Nairobi pour défier les Harambee Stars

Les Léopards de la RDC se regroupent depuis le lundi 20 mars 2017 à Nairobi, en vue du match amical Fifa du samedi 25 mars 2017 contre les Harambee Stars du Kenya. Vingt-trois joueurs sur les vingt-sept joueurs présélectionnés au départ seront présents.

La première délégation partie de Kinshasa est composée des membres du staff technique, à sa tête le sélectionneur Florent Ibenge. Les joueurs Bangala Litombo de V.Club, Djo Issama et le gardien de but Matampi du TP Mazembe en font partie. Les joueurs professionnels retenus étaient attendus dans la capitale kenyane le mardi 21 mars 2017. Avant de s'envoler pour Nairobi, Florent Ibenge a indiqué à la presse l'objectif du rassemblement de Nairobi. « C'est aussi l'occasion pour tester les nouveaux joueurs, ce match arrive à point nommé. On va pouvoir justement au cours de ce stage de voir les nouveaux, mais aussi parler de tout ce qui s'est passé au Gabon, pour que ce genre de choses ne puissent pas se reproduire. On sera vingt-quatre joueurs au lieu de vingt-sept comme c'était indiqué, mais il y a des joueurs qui ne pourront pas être là, notamment Steven Nzonzi, Chadrac Akolo et Riffi Mandanda. Steven se donne encore un petit temps pour nous rejoindre, et puis Riffi aura un match important », a-t-il souligné.

Cas Bakambu...
A propos de l'attaquant de Villarreal en Espagne, Cédric Bakambu, qui avait décliné dans

un premier temps la sélection. Mais le président de la Fécofa a dans une récente conférence de presse affirmé que le joueur avait reconsidéré sa décision. Et Florent Ibenge a rassuré et fait remarquer : « On ne s'est pas parlé au téléphone. Mais il devrait être là, et on doit pouvoir mettre les choses à plat. Ce stage sera une occasion pour se parler; on va rester pendant une semaine, on pourra se parler et tout se dire les yeux dans les yeux, il n'y a pas de tabou, et il n'y a jamais eu de tabou d'ailleurs, il n'y a rien, mais qu'un joueur soit frustré parce qu'il ne joue pas, il n'y a pas de souci. Je le dis encore une fois, en général, ce n'est pas moi qui mets un joueur sur le terrain, ce sont eux-mêmes qui se mettent sur le terrain ».

Enfin, Ibenge a laissé entendre que ce stage sera une occasion pour parler par rapport à tout ce qui s'est passé à la Coupe d'Afrique des nations au Gabon en janvier et février 2017. Les Léopards ont été éliminés en quarts de finale par le Gabon. « On va pouvoir s'écouter; mais on n'a pas pu faire un debriefing, parce que juste après notre élimination, on a su qu'on avait un membre de notre délégation qui était décédé (Me Washino). Donc, on était rentré un peu trop vite, on n'était pas dans l'état d'esprit de parler; et puis ce n'est jamais très bon de parler à chaud; là, beaucoup d'eaux sont passées sur le pont, on va pouvoir parler à plat, calmement, pour justement regarder cette Coupe du monde, il nous reste que deux



Les Léopards à la CAN Gabon 2017

matchs pour se qualifier... Si jamais, on arrive à se qualifier après quatre matchs, ce serait vraiment exceptionnel, il faut donc aller de l'avant, et pour cela, il faut gommer toutes les mauvaises choses qu'il y avait avant », a dit le sélectionneur des Léopards de la RDC, avant d'embarquer pour la capitale kenyane. Les 24 joueurs retenus...

Rappelons-le, vingt-quatre joueurs sur les quarante-cinq présélectionnés au départ seront au rassemblement à Nairobi pour cette rencontre amicale. Il s'agit: des gardiens de but Matampi Mvumi Ley (Mazembe) et Joël Kiassumbwa (Wohlen/D2 Suisse); des défenseurs Djo Issama Mpeko (Mazembe), Jordan Iko-

ko (Guingamp/France), Fabrice Nsakala (Antalyaspor/Turquie), Nsimba Manuel Vital (Bourg-en-Bresse/L2 France), Marcel Tisserand (Ingolstadt/Allemagne), Merveille Bope Bokadi (Standard de Liège/Belgique) et Yannick Bangala Litombo (V.Club).

Les milieux de terrain retenus sont: Chancel Mbemba Mangu (Newcastle/D2 Angleterre); Rémy Mulumba (Gazelec Ajaccio/L2 France); Wilson Kamavuaka (Darmstadt/Allemagne); Neeskens Kebano (Fulham/D2 Angleterre); Paul José Mpoku (Panathinaïkos/Grèce); Jordan Nkololo (Laval/L2 France); Gael Kakuta (Deportivo la Corogne/Espagne); Jonathan Bijimine (Córdoba/D2 Espagne); Aaron Tshibola

(Nottingham/D2 Angleterre). Enfin les attaquants appelés sont: Firmin Mubele Ndombe (Rennes/France); Yeni Ngbakoto (Queens Park Rangers/D2 Angleterre); Junior Kabananga Kalonji (Astana/Kazakhstan); Cédric Bakambu (Villarreal/Espagne); Jonathan Bolingi Mpangi (Standard de Liège/Belgique) et Elias Kachunga (Huddersfield/D2 Angleterre). Rappelons-le, le Kenya (87e rang mondial et 21e en Afrique) avait battu la RDC (38e rang mondial et 6e en Afrique), en amical en octobre 2016 au stade des Martyrs à Kinshasa, par zéro but, avec le but de Osada Michaël.

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FORCE MONTANTE CONGOLAISE

La capitale économique a tenu ses travaux de la première assemblée générale extraordinaire

Les assises de la première assemblée générale extraordinaire du conseil fédéral de la Force montante congolaise (FMC) du département de Pointe-Noire se sont tenues dimanche 19 mars à la permanence du Parti congolaise du travail (PCT) en présence de Juste Bernardin Gavet, Batcher Bacher et Victor Foudi respectivement premier secrétaire du comité central, premier secrétaire du conseil fédéral de la FMC et président du conseil fédéral du PCT du département de Pointe-Noire accompagnés d'autres membres de la FMC de ce département

« Dans la rigueur et la vérité, jeunes de la Force montante congolaise, mobilisons-nous pour apporter au Parti congolaise du travail la victoire aux échéances électorales de 2017 » était le thème de cette rencontre. Ainsi dans son mot de bienvenue, Batcher Bacher a invité l'ensemble des membres de la FMC à observer une minute de silence en mémoire du fondateur du PCT, Marien N'Gouabi. Il a aussi remercié la hiérarchie du PCT pour sa volonté manifeste, de toujours prêter une oreille attentive à l'expression des jeunes dans le département de Pointe-Noire.

Pour sa part, Juste Bernardin Gavet a invité les membres de son organisation à prendre à cœur leurs responsabilités en se mobilisant massivement en vue de la mise en œuvre effective du projet de société du président de la République. Il a aussi rappelé le contexte particulier de ces assises, tout en se rassurant du bon climat ayant



La tribune officielle de la cérémonie

prévalu au cours de ces travaux. Ainsi, il invite l'ensemble des jeunes de la FMC du département de Pointe-Noire, à une mobilisation générale autour des enjeux électoraux de l'année en cours dans un élan de discipline, de solidarité, de camaraderie et de complémentarité pour que dans la cohésion et la concorde militante, le PCT triomphe à toutes les élections dans ce dé-

partement. « Seule la quête d'une cohésion dans l'unité, la paix et une large tolérance devraient déterminer notre action afin que soit hissé très haut et à jamais l'étendard de la FMC », a-t-il indiqué.

Ces retrouvailles ont été convoquées conformément à la décision n°2017-001/FMC/CFPN/SF/DORH du 10 mars 2017. Trois motions ont été prononcées au cours

de ces travaux notamment une motion de soutien au président du comité central du PCT, Denis Sassou N'Gusso, une motion de confiance au secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo et une autre motion de confiance au premier secrétaire national de la FMC, Juste Bernardin Gavet. Environ 265 personnes ont pris part à ces travaux.

Séverin Ibara

Les Jeux universitaires s'ouvrent le 24 mars

La 1ère édition des Jeux universitaires sera lancée ce 24 mars au CEG 5 février 1979 du km4 à Mpita dans le 1er arrondissement Emery Patrice Lumumba de Pointe-Noire.



Une partie de jeu de scrabble par les jeunes crédit photo «Adiac»

Parrainée par la mairie de Pointe-Noire, la première édition des jeux universitaires qu'organise Barthel Production et management va regrouper du 24 au 26 mars près de 240 jeunes, athlètes et amoureux de la culture autour des disciplines tels le ndzango, le football, le scrabble, la culture générale, le slam.

Les écoles et instituts tels ESCIC, Université de Loango, HEMIP, Le Littoral, IUTAC vont prendre part à la compétition dont l'essentiel des activités sportives se déroulera au CEG 5 février 1979 du Km4. La grande soirée culturelle dite Gracias dédiée aux partenaires constituera le clou des réjouissances qui seront ponctuées par le concours miss université le 26 mars à l'École africaine de développement (EAD).

Selon Barthel Massamba, manager général des jeux, l'organisation de ceux-ci vise l'appropriation par les jeunes des loisirs sains en cette période des vacances de Pâques.

Après l'organisation de la 5e édition du trophée des écoles en 2016, initiée par Barthel Massamba, animateur de l'émission Arts et spectacles à la Drtv, les jeux universitaires veulent s'inscrire sur la liste des activités ludique, sportive et culturelle visant l'éveil des facultés des enfants.

Hervé Brice Mampouya

EGALITÉ HOMME-FEMME

Le Maroc réalise des avancées significatives

Le conseil économique, social et environnement marocain accorde une place majeure dans l'égalité entre l'homme et la femme, ont signifié les membres de cette institution dirigée par Nizar Baraka au cours d'une séance d'échange avec les femmes journalistes d'Afrique à Rabat en marge de leur 1er congrès tenu le 8 mars au Maroc



Les membres du Conseil économique et environnement 'adiac'

La rencontre entre les représentants du Conseil économique, social et environnement (CESE) et une centaine de femmes journalistes venues de 23 pays d'Afrique francophone à Rabat en marge de la journée internationale de la femme avait pour but d'échanger sur les avancées réalisées par le Maroc dans le cadre de l'intégration de la femme. En effet plusieurs réformes ont été réalisées au Maroc en matière d'égalité entre l'homme et la femme, grâce à la mise en place dudit Conseil installé en 2011 par le Roi Mohammed VI. Cette institution indépendante et constitutionnelle est composée de 105 membres représentant les syndicats, le patronat, la société civile, des experts et des personnalités. À travers ses études, ses avis et ses rapports, ce conseil fait des recommandations au gouvernement et au Parlement pour faire avancer les lois, et pour pouvoir aboutir à une amélioration des politiques publiques.

Parlant des avancées significa-

tives réalisées par son pays sur la promotion de la femme, Nizae Baraka a indiqué: « L'égalité homme-femme a été instaurée dans toutes les institutions nationales, comme étant une obligation et l'article 19 de la Constitution de 2011 stipule clairement qu'il doit avoir égalité entre l'homme et la femme dans tous les domaines, économique, socioculturel et autres ».

En politique, il y a eu une révolution sur le plan de la représentation politique des femmes : 67 femmes au Parlement contre 2 dans les années 1990 ; plus de 25% de femmes sont élues au niveau communal contre 0,5% toujours en 1990. Il y a aussi la libéralisation d'accès aux postes de prise de décision dans certains domaines, aussi, les métiers qui étaient censés réservés aux hommes sont maintenant ouverts aux femmes. Sur le plan religieux, les femmes occupent désormais les postes de responsabilité. Le code de nationalité accorde maintenant la nationalité à un étranger marié à une femme

marocaine. Une autre avancée concerne l'accès des femmes au crédit garanti par l'Etat jusqu'à 75% afin de leur permettre de monter leurs propres entreprises. Un fonds est mis en place pour la prise en charge des femmes veuves et divorcées. Malgré ces avancées, des efforts restent encore à faire sur la discrimination des salaires dans les entreprises privées, l'abandon des études au collège par les jeunes filles en milieu rural, le mariage des mineurs.

Face à ces défis à relever, Nizar Baraka a souhaité collaborer avec les médias africaines pour enlever ce stéréotype.

De son côté, Haybouha Zoubeir, membre du CESE a ajouté : « Qu'il ne suffit pas d'avoir le même taux de scolarisation des garçons et des filles mais, il faut aller au-delà, développer la scolarisation de la fille depuis le bas âge jusqu'à l'achèvement de ses études et à aller au-delà vers la recherche et l'enseignement supérieur », a-telle renchérit.

Charlem Léa Legnoki

COMPÉTITIONS AFRICAINES

Pas de miracle pour Étoile du Congo, une seconde chance pour l'AC Léopards

L'AC Léopards de Dolisie et l'Étoile du Congo, deux clubs congolais restés en lice en compétitions africaines ont connu le même destin en seizièmes de finale : Ils ont été tous les deux éliminés. Mais l'AC Léopards va affronter Mbabane Swallows au tour de cadrage.

Battus à l'aller sur leurs propres installations (0-1), les Fauves du Niari ont concédé une deuxième défaite le dimanche à Addis Abeba (0-2) face à Saint-George d'Éthiopie. Conséquence : il n'y aura plus de clubs congolais en Ligue africaine des champions (C1) cette saison. Mais les Léopards de Dolisie peuvent toutefois se consoler grâce à une seconde chance.

Éliminés en Ligue des champions, les Fauves du Niari passeront par le tour de cadrage en vue de valider sa place parmi les seize qualifiés de la phase de poules de la Coupe de la Confédération (C2). Le tour de cadrage, rappelons-le, mettra aux prises, les seize qualifiés de la C2 contre les seizièmes éliminés de la C1. Il regroupera pour la première fois 32 clubs grâce à la nouvelle formule des compétitions interclubs de la CAF.

Dans l'attente du tirage au sort du tour qui révélera le nom de son adversaire, l'AC Léopards jouera contre Mbabane Swallows (Swaziland). Cette équipe n'est pas arrivée à cette étape par hasard. Le match aller se disputera le week-end le 9 avril à Dolisie et le retour une semaine après.



Après 2013, les Léopards de Dolisie n'ont plus disputé la phase de poules de la Ligue des champions/Adiac.

Tirage au sort du tour de cadrage de la Coupe de la CAF

Le représentant congolais AC Léopards rencontrera, le 9 avril à Dolisie, Mbabane Swallows (Swaziland) avant le retour prévu une semaine après. L'adversaire des Fauves du Niari avait éliminé en 16^e de finale, Azam Football de la Tanzanie (0-1 puis 3-0).

Young Africans (Tanzania) vs MC Alger (Algérie)
 TP Mazembe (DR Congo) vs JS Kabylie (Algérie)
 AC Leopards (Congo) vs Mbabane Swallows (Swaziland)
 FUS Rabat (Maroc) vs MAS Fez (Maroc)
 Rangers (Nigeria) vs Zesco (Zambie)
 Mounana (Gabon) vs ASEC Mimosas (Cote d'Ivoire)
 RC Kadiogo (Burkina Faso) vs CS Sfaxien (Tunisie)
 Bidvest (Afrique du sud) vs Smouha (Égypte)
 CNaPS (Madagascar) vs Recreativo do Libolo (Angola)
 KCCA (Ouganda) vs El Masry (Égypte)
 Ports Authority (Gambie) vs Hilal Obeid (Soudan)
 Port Louis (Mauritanie) vs Club Africain (Tunisie)
 Rivers United (Nigeria) vs Rayon Sports (Rwanda)
 BYC (Liberia) vs Supersports (Afrique du sud)
 AS Tanda (Cote d'Ivoire) vs Platinum Stars (Afrique du sud)
 Horoya (Guinée) vs Ittihad Tangier (Maroc)
 Match aller : 7-9 avril 2017
 Match retour : 14-16 avril 2017



Une élimination cruelle pour l'Étoile du Congo/Adiac

Ce sera pour la 4^e fois que l'AC Léopards disputera le tour de cadrage. Jusqu'à alors le club de Dolisie a connu 100% de réussite dans cette épreuve: (Mas de Fès en 2012; Medeama du Ghana en 2014 et Warri Wolves du Nigeria en 2015).

En Coupe africaine de la Confédération, les Stelliens ont vécu une élimination cruelle. Tenue en échec 0-0 à Brazzaville par la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK), l'Étoile du Congo a tenu le même score jusqu'à la 88^e minute. Malheureusement, le but sur coup direct d'El Hadi Boulaouidet à la 89^e minute. L'Étoile du Congo s'incline (0-1) et peut toutefois regretter le penalty manqué par Pavelh Ndzila au match aller. C'est pour la deuxième fois que la JSK élimine l'Étoile du Congo. En 1990, cette équipe avait tenu en échec l'Étoile du Congo à Brazzaville (2-2) avant de s'imposer chez elle (2-0). L'an dernier,

un autre club algérien, l'Entente sportive de Sétif a écarté l'Étoile du Congo à cette même étape de la compétition. Au match aller, les Stelliens avaient fait jeu égal (1-1) avant de s'incliner (2-4) à Sétif. Ces statistiques prouvent combien, l'Étoile du Congo éprouve les difficultés face aux clubs algériens.

La campagne africaine ainsi terminée, les vert et jaune doivent maintenant concentrer leur énergie sur le championnat pour y retourner l'année prochaine avec plus d'envie. Notons qu'ils étaient quatre clubs congolais à prendre le départ. Les Diables noirs et Cara ont été débarqués dès les préliminaires. Pour sauver ses quatre places réservées au football congolais, les Léopards invités à la séance de rattrapage doivent intégrer les poules. En avril, ou ça passe ou ça casse pour l'ultime espoir des Congolais.

James Golden Eloué

FOOTBALL

La liste définitive des Diables rouges pour le match contre la Mauritanie

- 1- MAFOUMBI Henri Christoffer
- 2- BAUDRY Marvin Tony
- 3- NGANGA Francis
- 4- BOUKA MOUTOU
- 5- MAYEMBO
- 6- DIKAMONA
- 7- MASSENGO Jordan
- 8- ONIANGUE Prince
- 9- NDINGA Delvin
- 10- AVOUNOU
- 11- NKOUNKOU Moïse
- 12- NDOCKYT Merveil
- 13- PAMBOU Yves Simon
- 14- NGUESSI. ONDAMA Fabrice
- 15- BIFOUMA Thievy
- 16- DORE Ferebory
- 17- GANVOULA MBOUSSY Silvère
- 18- KOUBEMBA Kevin
- 19- NGASSAKI Exaucé.
- 20- NDZILA Pavelh
- 21- MOUBHIO NGOUNGA Boris
- 22- GANDZE Cesair
- 23- OMBANDZA Joe

Rominique Nerplat Makaya

TENNIS DE TABLE

La fédération nationale rend hommage aux femmes

La Fédération congolaise de tennis de table (FCTT) a organisé le 18 mars, en partenariat avec la société de téléphonie mobile MTN un tournoi féminin, s'inscrivant dans le cadre de la célébration de la journée internationale des droits de la femme.

Par le biais de cette compétition, elle a rendu hommage à toutes les femmes évoluant dans le milieu sportif à des postes de responsabilité divers. Seize pongistes

dames ont participé à cetournoi, dominé respectivement par Chabrelle Soukazal et Nova Lobolo. Dans la catégorie cadette-minime, les pongistes de la San-



Le podium de la catégorie minimes-cadette/Adiac.

gha ont occupé les meilleures places. Soukazal l'a emporté en finale devant Gade Ibouendo de Pointe-Noire sur un score de trois sets à un. Tecia Ganongo et Crynesh Diakana, toutes de la Sangha ont respectivement terminé sur le podium.

Chez les juniors-seniors, Brazzaville a occupé tout le podium. Nova Lobolo a battu la championne de Brazzaville, Jolie Ivoso, après tie-break 3 sets à deux. Carene Lobolo et Ninor Elenga ont complété le podium. Nicole Bouendé a gagné la coupe des vétérans. Au terme de la compétition, la fédération nationale a défini ses priorités pour ces femmes. « A travers l'organisation de ce tournoi, la femme est mise au centre de notre programme d'activités. La nécessité de former les arbitres et officiels féminins et la nécessité de former les journalistes à mieux connaître notre sport », a souligné Guillaumette Koutoupot.

Selon la trésorière adjointe de la FCTT, dans les tout prochains jours, la fédération va lancer un programme de vulgarisation dans les écoles publiques. Elle a ciblé: Angola Libre (Makélékélé); Amitié (Bacongo); Pierre Ntsieté et Leyhet Gaboka (Ouenzé); Liberté et Jacques Opangault (Talangai); Bernadette Bayonne (Djiri). « Ces établissements publics recevront du matériel de tennis de table afin d'atteindre les objectifs suivants : détecter les nouveaux talents, créer les écoles de tennis de table dans les établissements scolaires ciblés... Cette politique vise à augmenter la participation des filles dans le tennis de table », conclut Mme Koutoupot.

J.G.E.